

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS
C

25 cent. le numéro

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 - Compte de chèques 1.1301

BIBLIOGRAPHIE

Un numéro spécimen des périodiques renseignés est envoyé sur demande faite à l'éditeur ci-dessous.

TITRE	ÉPOQUE DE PARUTION ou AUTEUR	OBJET	PRIX POUR LA SUISSE				ÉDITEUR
			du Num°	Abonnements de			
				3 mois	6 mois	1 an	
La Revue de la Presse L'Après-Guerre Schweiz. Monatshefte La France Champion du Droit (Vol.) Das Neue Europa	Tous les jeudis	Extraits des grands journ. eur.	0 25	— —	4 50	9 —	3, rue Merle-d'Aubigné, Genève 26, rue de Bourg, Lausanne 44, Länggasse, Berne
	Le 1 du mois Les 1 et 15 du mois	Articles document., statistiques Revue littéraire.	0 30	3 —	5 50	10 —	
	P.-H. Loyson.	Conférences	1 20	— —	— —	— —	23, rue Kléberg, Genève. Seefeldstr., 47, Zurich
	Tous les mois	Revue polit. et écon.	0 50	— —	2 50	5 —	

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

JOURNAL IMPARTIAL, PUBLIANT DES EXTRAITS
DE JOURNAUX DU MONDE ENTIER :: ABONNÉS

:: :: :: :: DANS TOUS LES PAYS :: :: :: ::

PUBLICITÉ DE PREMIER ORDRE

pour toute entreprise désirant donner de l'extension
-- à ses produits en Suisse et à l'Étranger --

Les annonces sont reçues exclusivement par

ORELL FUSSLI-PUBLICITÉ

1, RUE DU COMMERCE - GENÈVE

Téléphone 20-50

Succursales à Lausanne, Neuchâtel, Bâle, Berne, Soleure, Zurich, etc.

La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

LES ANNONCES

sont reçues par la S. A. Agence Suisse de Publicité

OELL FUSSELLI & Cie

Rue du Commerce, 1, Genève

et dans ses succursales de

Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich, Bâle, Soleure, etc.

Tarif des Annonces:

Pour l'espace d'une ligne corps 8:

Suisse . . . 30 centimes.

Etranger . 40 »

Réclames . 100 »

Le tarif est majoré pour des emplacements spéciaux.

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. **4.50**

Etranger » **5.50**

PRIX DU NUMÉRO

Suisse **25** centimes

Etranger **30** »

1^{re} Année

5 Juillet 1917

N° 21

FRANCE

L'Action française:

La meilleure réponse à la propagande infâme de certains partis vient d'être faite par le généralissime lui-même.

Le général Pétain vient d'adresser à toute l'armée, par le « Bulletin des Armées de la République, une première lettre qui est, suivant l'expression de M. Henry Bérenger, dans « Paris-Midi », « comme l'examen de conscience de la nation en guerre ».

Par cette lettre, le général en chef témoigne une fois de plus que la France reste le pays de la raison en même temps que celui du courage, la patrie de Descartes en même temps que celle de Turenne.

C'est à la raison de tous, officiers et soldats, que le défenseur de Verdun fait appel pour mener jusqu'au bout la guerre de résistance à l'envahisseur.

Et il le fait dans un langage simple, clair, raisonné, sans ampoules ni images, tout à fait digne d'un héros français qui s'adresse à d'autres héros français.

M. Bérenger dit tout net que la lettre de Pétain a été écrite d'abord à l'intention de tous ceux qu'a pu saisir l'état d'esprit engendré par la lecture du livre de M. Barbusse.

Le Temps:

Ces choses simples et graves devaient être dites, avec toute l'autorité qui s'attache à la parole du commandant en chef des armées du nord et du nord-est, à l'heure où l'on essaye avec une insigne mauvaise foi d'énervier l'esprit public et même d'ébranler la confiance dans l'efficacité des efforts admirables déployés par les peuples alliés. Que les Allemands perfides, devant l'écroulement de leur rêve de conquête et de domination, s'appliquent laborieusement à tromper notre meilleur espoir et à fausser notre sentiment des réalités, on le conçoit. Ils sont dans leur rôle en cherchant à nous surprendre par la paix comme ils nous ont surpris par la guerre; mais qu'au sein des nations alliées certains éléments, au risque d'égarer l'opinion et de troubler la conscience nationale, prétendent trouver à notre attitude dans cette guerre qui nous fut imposée des raisons politiques ou sociales ne procédant pas directement de la seule angoissante réalité qui vaillait aux yeux de tous les patriotes, l'agression subie et l'occupation d'une partie du territoire depuis près de trois années, c'est un défi à tout élémentaire bon sens.

Le Figaro (A. Capus, de l'Académie française):

Ces pages ne contiennent rien de frelaté, rien de criard, rien qui sonne faux. C'est le langage d'un homme qui a

assumé d'une âme ferme de prodigieuses responsabilités, à d'autres hommes qui, depuis trois ans, risquent leur vie tous les jours. On n'y trouve la trace d'aucune utopie, ni l'ombre d'une fanfaronnade. Tout y est net, toutes les phrases portent la marque d'une décision implacable et raisonnée.

... Voilà des accents qui portent sur une armée et sur un peuple comme les nôtres. C'est un appel à l'honneur, au bon sens, à l'ardeur de vivre. Il sera entendu par tous ceux qui, dans notre pays, ne se sentent pas encore mûrs pour l'esclavage.

Paris-Midi (Henri Bérenger, sénateur):

Après l'ignoble distribution insuffisamment surveillée et réprimée, des brochures, des tracts, des papillons clandestins pour une paix boche, la réponse de Pétain surgit à son heure, claire et droite comme la riposte de Verdun à Stockholm.

Il n'y a rien à ajouter à cette réponse du général en chef. Nos soldats se chargeront d'y mettre eux-mêmes le paragraphe de victoire nécessaire.

La Liberté (Colonel Rousset):

Ce n'est certainement point sans émotion que la France entière — car l'armée et la France ne font qu'un — lira la conclusion que le général Pétain a mise à son avant-propos. Elle est la traduction, en bon français, du signal célèbre que Nelson fit clouer au grand mât de son vaisseau le matin de Trafalgar: « England expect every one to do his duty » (l'Angleterre attend que chacun fasse son devoir).

L'Intransigeant (Léon Balby):

Avec leurs mensonges persévérants, les Boches ont obscurci jusqu'à la notion du bon droit français. Par là, ils rendaient encore hommage à l'idéalisme de notre race. L'Allemand a pensé: « Si on finissait par persuader au Français que c'est la France qui est responsable du fléau, le fusil lui tomberait des mains. »

Le général Pétain montre, dans un sobre historique, que ni la France ni ses alliés ne sont pour rien dans le déchaînement du cataclysme.

Le Temps (Général de Lacroix):

Ces pages se passent de commentaires. C'est la pensée du chef, qui va, claire, loyale, énergique, à tous ceux qui, depuis trois ans, combattent pour la France, on sait avec quelle vaillance. Paroles de chef, de très grand chef. « Cha-

cun, selon ses moyens et dans sa fonction, doit continuer à faire son devoir, tout son devoir.»

Paris-Midi (Maurice de Waleffe):

La France tiendra! Pour la bonne raison que, si elle ne tenait pas cette fois-ci, où elle est épaulée par le monde entier, elle sait que, dans dix ou quinze ans — le temps d'enregistrement ses jeunes classes qui n'ont pas souffert — l'Allemagne, restée impérialiste et guerrière, lui referait le coup de l'invasion brusquée, mais cette fois avec une telle rapidité que les autres démocraties du monde n'auraient plus le temps d'accourir à notre secours. Et alors, comme nous ne sommes pas des esclaves commodes, et comme je crois bien qu'on ne pourrait nous maintenir en servitude que par la force, les Boches nous traiteraient comme les Turcs traitent les Arméniens. Nous avons le choix: être sauvés maintenant, ou être égorgés dans quinze ans. Notre choix est fait.

Admettons que cet égorgement ne se réalise pas. Admettons que, dans quinze ans, des circonstances inconnues, un miracle, empêchent notre assassinat. Il n'en est pas moins vrai que d'ici là nous aurons dû vivre dans cette angoisse, et nous armer en conséquence! Que nous proposent donc les partisans d'une paix de « statu quo »? Ils nous proposent une France condamnée à rester, en face de l'Allemagne militaire, une nation, elle aussi, encasernée jusqu'à la gauche. Jolie perspective! Je comprendrais qu'elle sourit aux militaires de carrière. Ce sont ceux-ci, en bonne logique, qui devraient souhaiter une paix immédiate, et bâclée, afin que la France ait un motif de rester ensuite armée jusqu'aux dents. Crier maintenant: « Vive la paix! » c'est crier: « Vive la caserne! » puisque la paix possible avec un ennemi vaincu ne peut être qu'une paix inquiète.

... Nous ne voulons pas de la paix aujourd'hui parce que nous ne voulons pas de la caserne demain.

L'Oeuvre (Gustave Téry):

Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, la révolution russe est un fait dont il est impossible de ne pas tenir compte; cette révolution a porté les socialistes au pouvoir, et la mauvaise humeur de M. Clemenceau n'y changera rien: c'est un gouvernement socialiste qui est aujourd'hui chargé des intérêts russes. Il est donc tout naturel, il est inévitable que la pensée socialiste trouve son expression dans les conseils de l'Entente. M. Clemenceau ne voit-il pas que, si l'on refuse de l'admettre, il n'y a plus d'alliance russe? Et sa méfiance du « bloc » révolutionnaire roulé dans la « farine russe » ira-t-elle jusqu'à nous priver du concours éventuel des soldats de Broussiloff

Le Figaro (Fitz-Maurice):

Le gouvernement provisoire de Salonique se trouve dissous de fait. Puisqu'il n'y aura plus qu'une Grèce, il ne saurait plus y avoir deux gouvernements. Le gouvernement est redevenu celui de la Grèce. Il ne saurait plus y avoir deux armées, et pourtant il y en aura deux — pendant quelque temps tout au moins. L'armée qui se bat et celle qui ne se bat pas. L'armée venizeliste et l'armée qui fut celle de Constantin.

La dissolution du gouvernement provisoire ne saurait, en effet, avoir pour effet d'annuler les engagements volontaires contractés par les officiers et soldats qui ont pris les armes contre les Bulgares et pour faire respecter la signature de la Grèce. Cette armée existe et continuera évidemment à se battre, et c'est à M. Venizelos qu'il appartiendra de régler définitivement sa situation, soit qu'il lui conserve sa situation de troupe de volontaire, soit qu'il l'amalgame dans l'armée nationale grecque.

Car si les puissances ont déclaré qu'elles ne contraindraient pas la Grèce à se battre, elles n'ont nullement dit qu'elles le lui interdiraient, et tout dépendra de la déci-

sion que prendra la Chambre légalement élue et légalement convoquée.

Ce jour-là, la revanche de M. Venizelos sera complète.

Le Matin:

Dès le premier jour où il a adressé la parole à la population de la capitale, Venizelos a hautement affirmé son intention de reprendre la politique patriotique qu'il avait suivie tant d'années.

La formule qu'il a employée: « La place de la Grèce est aux côtés des Alliés », n'a pas besoin d'être complétée ni commentée.

Appuyée sur les puissances méditerranéennes, la nation hellénique se prononcera certainement sans équivoque possible contre ses deux ennemis héréditaires, qui ont voulu la réduire en esclavage: le Bulgare et le Turc.

Ainsi l'hellénisme, que la politique personnelle égoïste de Constantin condamnait à dépérir, renaît à la vie et à l'espérance, et il apporte à la cause de l'Entente un appoint qui, vu la situation militaire sur les fronts orientaux, est d'une utilité précieuse.

L'Action française (T. Bainville):

On sait M. Venizelos modéré, opportuniste et réaliste. Il l'est tant que, naguère, il s'était retiré de la politique plutôt que de combattre le roi. Pensera-t-il que l'heure est venue de réaliser ses grandes idées, filles de la « Grande Idée » hellénique? Tel qu'on le connaît, il sera plutôt porté à temporiser. Il voudra, sagement, refaire une Grèce avant de faire une plus Grande Grèce. On aura plaisir à voir comment va travailler l'homme subtil et souple, qui est aussi un homme que la fortune a toujours protégé.

L'Oeuvre:

Il n'y aura bientôt plus un pays neutre qu'aient épargné l'espionnage et les procédés vexatoires des Allemands. Après les complots de Bernstorff aux Etats-Unis, de von Eckart au Mexique, de Romberg et consorts en Suisse, — nous ne disons rien de l'Espagne pour aujourd'hui — voici celui de M. Michahelles, ministre en Norvège. La méthode est ici la même qu'en Amérique: dépôts de bombes et d'appareils divers destinés au sabotage des édifices et des voies de communication. Comment les Allemands, après tant d'abus de confiance, s'étonnent-ils encore que l'exécration monte contre eux de tout l'univers?...

Profondément démocrates, attachés au grand commerce maritime, à la pêche et, ne craignons pas d'ajouter, aux sports, tempéraments individuels réfléchis et trempés, les Norvégiens ont horreur de la mentalité grégaire allemande; ce peuple est un de ceux de l'Europe qui comptent la moindre proportion d'illettrés; il sait juger et vouloir. Dans les années précédant la guerre, il estimait déjà que l'invasion allemande, hôteliers et touristes, empoisonnait ses fiords; la récente affaire des bombes achève à son usage de « peindre par eux-mêmes » ses indésirables voisins.

Le Pays:

Il y a longtemps que Göteborg est le centre de l'espionnage sur toute la Scandinavie. Le Bureau central y fonctionnait, on peut dire normalement, jusqu'au jour où, sur les réclamations de la Norvège, la Suède montra quelque vigilance dans l'affaire Walsøe. On sait que ce singulier négociant installé depuis deux ans à Göteborg n'était autre qu'un officier de marine allemand, Bergen constituait un autre centre d'espionnage. L'explorateur au Pôle Sud, Filchner, était venu personnellement y organiser un « Bureau de Presse », dont la plus belle expression fut le grand procès, où, sur dix accusés et condamnés, figuraient trois commandants des navires qui font le service Bergen-Angleterre!

Parallèlement, l'activité des sous-marins allemands se déployait, non pas au-delà des quatre milles réglementaires, mais en deçà, le long des sinuosités des fiords. Un vrai service de patrouille de guerre s'exerçait sous les yeux même des Norvégiens. On arrêtait les bateaux marchands venant du Danemark, on saisissait la poste. Les Allemands coupaient les seules communications avec le nord de la Norvège, dépourvu de voies ferrées. L'irritation populaire exige, depuis longtemps, l'interdiction du cabotage allemand, surtout depuis que l'on sait, qu'un tiers de la flotte commerciale de la Norvège a été envoyé par le fond. Le scandale du « Thorum » dure encore. Quoique chargé de fourrages, et de matériaux à l'adresse du gouvernement, le « Thorum » a été saisi au beau milieu des eaux territoriales norvégiennes et amené à Swinemünde.

C'est donc au développement méthodique d'un vrai plan de vexations, d'humiliations et d'actes contre le droit des gens qu'on assiste en Norvège. Les découvertes de ces jours derniers lui donnent l'allure d'un vrai complot.

La Libre Parole:

Le scandale trouve l'opinion publique suédoise énervée par la crise alimentaire et sous le coup de l'émotion provoquée par l'agression d'un aviateur allemand contre un aviateur suédois. Quant aux Danois, ils sortent à peine d'une menace de crise ministérielle provoquée par les hauts faits du ministre socialiste Stauning. Enfin, la Scandinavie tout entière se demande non sans angoisse comment le ravitaillement va pouvoir se faire quand l'interdiction des exportations américaines sera devenu réalité.

La Petite République:

Dans le groupe scandinave, la Norvège a toujours subi l'attraction britannique. La langue qu'on y parle, sœur jumelle de la langue danoise, les mœurs démocratiques, l'orientation géographique, tout contribuait à la placer dans l'orbite politique économique et morale de l'Angleterre. Le conflit européen n'a fait qu'accentuer cette tendance générale.

Pratiquement, la Norvège a été d'un puissant secours pour les Alliés, non seulement parce qu'elle est placée, en amie, sur la route de la Russie, mais encore parce que sa marine marchande, une des plus importantes du monde, a largement aidé, dans les limites du droit international, au ravitaillement des Alliés.

L'Echo de Paris:

Avec le complot, l'attaque directe contre les bateaux était tentée; on voulait simplement les faire sauter en mer avec des briquettes chargées d'explosif et éclatant dans le foyer des chaudières.

L'Allemagne n'a-t-elle pas essayé déjà? Bien des navires norvégiens, comme l'« Halidi », l'« Isafjord », le « Mauranger » et tant d'autres depuis des mois n'ont plus donné de leurs nouvelles, et il ne serait peut-être pas impossible de rattacher l'explosion des chaudières qui a coulé l'« Orja », de 1845 tonnes, le 31 mars, aux briquettes du complot.

La Norvège vient de protester. Rautenfels a été renvoyé en Allemagne. Et après? L'espionnage allemand subsiste; tout le monde sait en Norvège qu'il utilise la station de télégraphie à l'école maritime d'Arendal. Les bateaux norvégiens continuent à sauter les uns après les autres. Une protestation, ce n'est pas suffisant...

Le Temps (J. Herbet):

L'Allemagne applique aux trois Etats scandinaves tout un programme prémédité de brutalité et de domination. Il ne faut pas croire qu'une « paix blanche » rendrait

ce programme caduc. Au contraire: plus l'Allemagne se convainc qu'elle ne pourra pas écraser ses adversaires de l'ouest et de l'est, plus elle a envie de dominer ses voisins du nord.

Après une « paix blanche », les Allemands seraient obsédés par l'idée de préparer des bases contre l'Angleterre et de contrôler les communications entre la Russie et l'Occident. Où trouveraient-ils de meilleures bases qu'en Norvège? Comment contrôleraient-ils les communications de la Russie, sinon en contrôlant les détroits danois et la politique suédoise?

Les Scandinaves, qui ont le goût de l'étude et le jugement droit, n'ont pas besoin qu'on leur signale ces dangers. Pourtant, on ne peut s'empêcher de remarquer chez eux un contraste paradoxal.

Alors que l'Allemagne menace directement le Danemark, on a vu le chef de la majorité gouvernementale danoise, le député socialiste Borgbjerg, se faire à Petrograd le messager de la Sozialdemokratie gouvernementale allemande. Alors que la « paix blanche » serait une catastrophe pour la Scandinavie tout entière, on a vu un membre du gouvernement danois, le ministre socialiste Stauning, y travailler, d'accord avec les Allemands.

Nous plaindrions cordialement le peuple danois, si digne de notre fidèle attachement, s'il ne parvenait pas à appliquer librement chez lui, comme le peuple suisse, les sanctions que mérite un si grand scandale.

The New-York Herald (Edition de Paris):

Il nous semble un peu vil de s'en prendre aux « petites nationalités » et de leur imposer tous les outrages, parce qu'elles n'oseront pas se rebiffer! Quelle erreur psychologique!... La Belgique a donné un exemple splendide, car c'est elle qui a pu arrêter, pendant quelques jours, l'élan de l'envahisseur. Qui sait ce que pourront les Scandinaves?... Les trois pays avaient conclu un accord pour protéger leur neutralité. Ils peuvent exécuter les clauses de cet accord, de telle façon que l'Allemagne ait une désagréable surprise. Ce n'est pas à nous d'indiquer aux Scandinaves les moyens d'exercer des représailles. Ils savent, mieux que nous, ce qu'ils ont à faire! Et nous sommes sûrs qu'ils le feront!

Le Matin:

Il y a quinze jours que le sous-marin allemand « U-C-52 » est dans le port de Cadix. La lecture des journaux espagnols montre que, en dehors de la violation flagrante du droit international que représente ce séjour prolongé d'un submersible dans un port neutre le voyage de l'« U-C-52 » est des plus suspects...

Le gouvernement de Madrid laissera-t-il le sous-marin reprendre la mer? Les autorités espagnoles affirment, il est vrai, qu'elles ont donné l'ordre d'enlever toutes les torpilles et toutes les munitions de guerre. Un tel contrôle est-il possible? Si des sinistres se produisent dans la Méditerranée occidentale, nous serons fondés à croire que l'« U-C-52 » en est l'auteur et qu'il a trouvé, dans l'hospitalité excessive que lui a accordée l'Andalousie, le moyen de préparer de nouveaux forfaits.

Il faut que l'on sache en Espagne que le fait de laisser partir l'« U-C-52 » soulèvera en France une réprobation unanime. Cette faiblesse vis-à-vis des exigences allemandes ne peut que troubler les rapports dont les gouvernements souhaitent la cordialité croissante.

L'Echo de Paris:

Le devoir des gouvernements de l'Entente, du gouvernement français spécialement, est de contrecarrer l'énergique intimidation allemande, par des démarches également

énergiques. Des actes comme le départ de l'« U-C-52 », si on les laissait s'accomplir librement, ou à peu près librement, porteraient à l'amitié franco-espagnole un coup dont elle se relèverait malaisément. Nous tenons trop à cette amitié pour demeurer passifs quand elle est ainsi mise en péril. Nous espérons que le gouvernement français la défendra.

Le Temps :

Entré à Cadix pendant le ministère Garcia Prieto, l'« U-C-52 » en est ressorti hier avec l'autorisation du cabinet actuel, après dix-huit jours d'hospitalité. Il est vrai que le gouvernement espagnol a interdit ensuite l'accès de ses eaux territoriales à tous les sous-marins; mais cette décision, dont nous ne tarderons sans doute pas à recevoir la confirmation officielle, aurait pu être prise plus tôt et n'efface point le passé. Dans une note officieuse, publiée à Madrid, on assure qu'en partant le sous-marin allemand ne fera de mal à personne. On oublie le tort qu'il fait à l'Espagne...

La sortie de l'« U-C-52 », que les Allemands ont dû apprendre avec plaisir, coïncide avec des nouvelles qui leur sont peu agréables. En Grèce, la première manifestation de l'unité nationale a consisté à rompre avec les puissances centrales; toute la cause de l'hellénisme est désormais liée à celle des alliés, et l'on voit de plus en plus clairement que l'équilibre futur de la Méditerranée sera conforme au programme de l'Entente, au lieu d'être faussé par l'intrusion des Allemands. En même temps, l'équilibre de l'Atlantique achève de se dessiner: le plus grand pays de l'Amérique latine, le Brésil, a proclamé qu'il ne voulait plus être neutre dans le conflit européen. C'est lui qui va avoir l'honneur d'amener les Latins du Nouveau-Monde aux délibérations où se réglera le sort de l'Ancien-Continent. Les journaux allemands, pour consoler leurs lecteurs, feront certainement ressortir que l'Espagne prend une attitude toute différente, quoiqu'elle soit une rivéraine de la Méditerranée et de l'Atlantique, quoiqu'elle soit la métropole de tant de républiques sud-américaines. On va se féliciter, à Berlin, de trouver un tel contraste entre le geste de Cadix et le geste d'Athènes ou de Rio-de-Janeiro.

Le Temps :

Le ministère a changé en Espagne, mais la crise a continué. Les nouvelles qui arrivent de Madrid mesurent le chemin qu'elle a parcouru.

En prenant le pouvoir, il y a quelques jours, M. Dato mettait sa confiance dans le chef du parti libéral et dans la sagesse du public. Il comptait sur l'appui de M. Romanonès.

Aujourd'hui, le comte de Romanonès n'est plus chef du parti libéral et M. Dato a suspendu les garanties constitutionnelles, en ayant soin d'affirmer que jamais pareille mesure n'avait été aussi justifiée depuis quarante et un ans. Plus on ajoute foi à son affirmation, plus on est frappé d'un revirement si brusque.

Peut-être s'explique-t-il par la menace d'une grève générale. Un journal de Barcelone, « El Diluvio », a signalé le 22 juin que cette manifestation a été décidée en principe par les organisations socialistes de la Maison du peuple, à Madrid, et que des délégués ont été envoyés ensuite dans toute l'Espagne pour l'organiser. La « Vanguardia » a publié, le 23, une interview de M. Barrio, secrétaire de l'Union générale des travailleurs, qui fait allusion en termes peu rassurants à une grève possible des cheminots: « Il ne désirent pas la grève et ne ne provoquent pas, mais ils l'acceptent quand les circonstances l'imposent. » D'autres nouvelles montrent que dans des provinces industrielles du royaume — la Catalogne et la Biscaye, — il s'organise à la fois des mouvements ouvriers qui peuvent troubler l'ordre et des groupements variés qui peuvent empêcher les autorités de le rétablir. Le gouvernement, après avoir essayé la persuasion, veut apparemment, comme l'indique le préambule de son décret, prendre des précautions sévères...

Nous souhaitons sincèrement que l'Espagne puisse accomplir dans le calme sa régénération intérieure. Les Allemands ont un mot, — « Schadensfreude », — pour traduire la satisfaction qu'ils éprouvent devant les malheurs d'autrui. Ce mot n'existe point en français. S'imaginer qu'on tirera profit des embarras d'un ami nous croyons que c'est une mauvaise action. Nous croyons que c'est aussi un mauvais calcul.

ANGLETERRE

Daily Chronicle, 23.VI.17. — La vérité sur la chute du comte Tisza (Résumé):

M. Georges Renwick, correspondant hollandais du journal, dit savoir d'un diplomate bien en cour à la Wilhelmstrasse les raisons, jusqu'ici tenues secrètes, de la chute du comte Tisza.

On sait que ce ministre joua, avec le comte Berchtold et feu Tschirensky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, un rôle prépondérant dans les débuts de la guerre. Or, après deux années et demie de guerre, — exactement en décembre dernier, — les idées de M. Tisza subirent un changement qu'on peut, dans les circonstances actuelles, qualifier de dramatique. Il aurait alors compris que la victoire était impossible, et son unique effort tendit à assurer la préservation de la puissance magyare et prussienne. D'un côté, la Prusse lui paraissait assez forte pour maintenir son pouvoir et sa position dans le monde. D'autre part, la Hongrie n'a rien à gagner à la continuation de la guerre, et le salut de ce pays lui paraissait dépendre d'une paix immédiate. Si l'Autriche se voyait obligée de faire des concessions, la Hongrie n'en deviendrait qu'un partenaire plus important dans la double monarchie.

Tisza était prêt à accepter la restauration de la Roumanie, et à accorder à ce pays des concessions territoriales en Transylvanie, soit, en ce qui concernait la Hongrie, à céder une partie de son territoire qui serait toujours comme une épine dans l'organisation magyare.

Ayant ainsi modifié ses vues, le comte Tisza eut de longues conférences avec le jeune empereur Charles et le ministre autrichien des affaires étrangères, le comte Czernin, et les amena, sinon tout à fait, du moins en partie à partager ses opinions. Naturellement, l'attitude du grand homme hongrois alarma l'empereur Charles, homme d'un jugement politique non mûri et d'un esprit plutôt faible, tandis que Czernin fut plutôt heureux de constater que Tisza admettait que la paix était nécessaire, opinion à laquelle il avait été amené lui-même par suite des conditions sans espoir dans laquelle se trouvait l'Autriche.

L'impératrice Zita, qui ne joue pas une faible part dans la haute politique, aurait, dit-on, été informée par Berlin de ce qui se préparait, et il en résulta quelque chose comme une panique à la Wilhelmstrasse. De nombreuses conférences eurent lieu, au commencement de janvier, et finalement Berlin menaça la double monarchie, faisant remarquer qu'un abandon de celle-ci par l'Allemagne aurait des suites sérieuses, non seulement pendant la guerre et lors de la conclusion de la paix, mais encore après la paix, et cela à un point de vue économique, lorsqu'une hostilité commerciale de la part de l'Allemagne pourrait gravement empêcher l'Autriche de se remettre des terribles résultats de la lutte.

... L'empereur Charles demanda alors si l'Allemagne pouvait faire quelque chose en vue de hâter la fin de la guerre. Le général Conrad von Hoetzendorf, l'ex-ministre de la guerre autrichien, suggéra alors l'emploi illimité des sous-marins, et rencontra immédiatement un appui sérieux à

Berlin. Plusieurs personnalités, cependant, y compris l'empereur et M. Zimmermann, ministre des affaires étrangères, manifestèrent des craintes au sujet de ce projet, pensant que le recours à un emploi sans restrictions de cette arme, pourrait décider les pays encore neutres à se déclarer contre l'Allemagne.

On sonda les neutres, et comme le résultat semblait satisfaisant, il fut décidé de donner toute liberté aux sous-marins. Naturellement, l'Allemagne exigea le départ de Tisza, et l'empereur Charles trouva ainsi l'occasion de se séparer de son puissant pilote hongrois...

La double monarchie est vraiment dans une situation tragique. Si elle rompt avec l'Allemagne, même fortement affaiblie, celle-ci a le pouvoir de lui faire un tort énorme. D'un autre côté, la continuation de la guerre n'offre pas une plus brillante perspective.

... A l'intérieur aussi, de grands orages couvent. C'est seulement la lutte aux frontières de l'est, et les énormes sacrifices, la résistance désespérée des armées sur le front italien qui empêchent pour le moment un effondrement complet.

Morning Post, 23.VI.17. — Les conditions de la paix:

Dans un grand discours prononcé au banquet du Royal Colonial Institute, M. W.-A. Holman, premier ministre de New South Wales, après avoir dit que neuf millions de tonnes de blé attendent d'être transportées d'Australie en Angleterre, a ajouté quelques mots concernant la manière dont les Australiens entrevoient les conditions de la paix:

Les Australiens représentent le type le plus fidèle des pacifistes... L'orateur pense qu'il devra y avoir une mise en jugement de ceux qui sont responsables d'avoir lâché ces abominations et horreurs sur la terre, et qu'il faudra accorder certaines réparations à leurs victimes. Il ne souhaite pas de voir le service des aéroplanes distraire de son but militaire, ni des représailles avoir lieu sous cette forme qu'à une atrocité on réponde par une autre atrocité. Mais il espère que cette guerre ne s'achèvera pas avant qu'il soit bien établi que les gens responsables de ces maux, — les hommes qui ont tué nos petits enfants, — soient menés devant nos jurés, jugés et pendus, comme des criminels qu'ils sont. Les ministres responsables et les chefs de l'Etat aussi doivent apprendre qu'il y a une loi qui peut punir les coupables, peu importe qu'ils soient haut placés. S'il lui était permis de suggérer une idée, plutôt que de voir saisir certains territoires allemands comme garantie d'une indemnité, il préférerait voir retenir les prisonniers allemands, jusqu'à ce que de leurs propres mains et de leur propre labeur, ils aient pleinement réparé le dommage qu'ils nous ont infligé.

Morning Post, 23.VI.17. — Des souffrances dans l'Allemagne du Sud:

Un Hollandais qui a passé les deux dernières années en Allemagne du Sud envoie au « Nieuwe Rotterdamsche Courant » un compte-rendu de la situation, dans lequel il dit que l'emploi des femmes a été grandement étendu, surtout durant les derniers mois, et qu'on trouve maintenant des femmes employées dans un grand nombre de situations où l'on occupait jusqu'ici exclusivement des hommes. Dans les ports, des femmes travaillent à bord des vaisseaux, ainsi qu'à la manœuvre des grues, tandis que dans les villes, elles sont chargées du balayage des rues.

La masse du peuple a toujours la plus ferme confiance en l'empereur et le gouvernement, mais l'espoir de la victoire a disparu, de même que tout enthousiasme. L'attitude géné-

rale est maintenant un triste acquiescement aux choses telles qu'elles sont, et une morne attente de la paix et des vivres, car les vivres sont rares, les prix élevés et la qualité mauvaise... Les tables de mortalité montrent que ceux qui souffrent le plus du manque de nourriture sont les vieillards et les enfants, et surtout les jeunes entre 14 et 17 ans.

Les rations hebdomadaires par tête sont les suivantes: 2 livres de pain, 1 livre de pommes de terre (parfois un peu plus), 7 onces de viande et 3 à 4 onces de semoule et de nouilles. Les prix sont de 9 pence la livre de pommes de terre et de pain (d'assez bonne qualité)... On paie volontiers 12 shillings pour une livre de café. On boit couramment une sorte de décoction de choux blancs. Il n'est plus possible d'obtenir de thé. Le tabac coûte environ 7 sh. la livre, la viande 2 sh. 5 p., le jambon 8 ou 9 sh., le riz, la farine, les fèves 2 sh., la margarine 4 sh., De temps à autre, une carte extraordinaire permet d'obtenir de la viande à 1 sh. la livre. L'huile pour la salade coûte 1 livre sterling la bouteille, tandis qu'un paquet de savon Sunlight contenant quatre pains se paie 12 sh. L'an dernier, le poisson d'Ymuiden (Hollande) était de bonne qualité et bon marché; on payait 5 à 6 pence la livre. Maintenant, les classes pauvres obtiennent seulement la plus mauvaise qualité pour 1 sh. 2 p. à 2 sh. la livre.

On rapporte que l'insécurité en Allemagne, surtout dans les districts campagnards, atteint des proportions alarmantes. Les vols de toutes espèces de comestibles sont journaliers. Ce qui est pire, c'est que même les troupeaux dans les champs n'en sont pas à l'abri. Des vaches, des bœufs, des moutons et des porcs sont volés, abattus et emportés. Les vols de chevaux ne sont pas rares non plus. Les hommes âgés sont actuellement enrôlés pour servir de gardiens dans la campagne, et ils passent la nuit entière à monter la garde armée pour surveiller les propriétés.

Morning Post, 23.VI.17. — Les femmes russes:

Il est intéressant de constater que les recrues des bataillons féminins, dits « bataillons de la mort » sont presque toutes des femmes et des jeunes filles de la classe bien éduquée.

Les femmes ont commencé leur propagande patriotique par un appel en termes violents et passionnés aux femmes russes, aux soldats, aux politiciens sur le front, et à ceux qui portent l'uniforme de soldat à l'arrière... Les soldats fidèles, qui n'ont pas dansé selon les airs de l'ennemi, ni vendu aux Allemands la nourriture prise de la bouche de leurs propres enfants, se rappelleront que chaque jour d'immobilité coûte 5,000,000 de livres sterling à la Russie. L'appel dit encore:

« Vous dévorez votre propre pays. Savez-vous ce que cela signifie? Savez-vous que le dernier espoir est en train de s'évanouir dans nos cœurs, et que nous, les faibles femmes nous voulons nous battre comme des tigresses pour défendre nos foyers et nos enfants, et la liberté russe? Malheur à vous, si vous méritez notre colère. Et vous autres, soldats de nom, mais Judas de fait, qui êtes en train de vendre la Russie à l'ennemi, sachez que les temps viendront bientôt où il vaudra mieux pour vous avoir à faire à dix baïonnettes qu'à une mère tigresse de Russie...

« Vous qui faites la guerre sans annexions et sans contributions, mais qui attendez un tribut de vos propres villes natales et dévorez votre pays, prenez garde et amendez-vous à temps!... Jusqu'à ce que vous marchiez contre l'ennemi, que vous entriez, drapeaux flottants, dans ses villes, et qu'avec vos baïonnettes vous renversiez le trône de Guillaume, nous n'aurons pour vous que ces appellations: lâches! traîtres! Judas! Nous, vos mères, vos femmes et vos sœurs, nous ne connaissons qu'un devoir: la liberté et la gloire de la grande Russie; nous n'avons qu'une volonté: notre pays et nos foyers à nous, et l'avenir pour nos enfants. En avant, contre l'ennemi! nous venons pour mourir à vos côtés! »

Un autre appel est adressé aux ouvriers, les priant de prendre exemple sur ce que font les Allemands. « Les Allemands, qu'ils soient en uniforme de soldat ou en blouse d'ouvrier, combattent tous pour la patrie, sans parler des « cieux socialistes », et sans étrangler l'industrie et le commerce par des demandes exorbitantes. Enfin, il y a une lettre ouverte aux femmes des Alliés, leur demandant d'avoir patience quelque temps, car en Russie, si les hommes sont en train de compromettre la cause commune, les femmes de Russie vont la sauver. »

Morning Post, 25.VI.17.

L'évêque de Chelmsford, parlant dans une réunion de l'église de Saint-James-the-Less, à Bethnal-Green, répondant à ceux qui réclamaient des représailles à la suite des raids aériens, dit entre autre :

Avons-nous le désir d'envoyer nos courageux marins couler un « Lusitania » ? Avons-nous le désir d'envoyer nos jeunes gens coller au mur et fusiller des infirmières allemandes ? Ai-je le désir d'envoyer des jeunes gens qui me sont cher en Allemagne pour jeter des bombes sur d'innocents enfants ? Certainement non. Ce serait le comble de la folie. Vous ne pouvez lutter en fait de barbarie avec les Allemands. Tous, nous voyons maintenant ce que quelques-uns d'entre nous n'ont jamais vu auparavant : Nous devons combattre pour la fin de la guerre ; nous devons lutter pour que la lutte cesse.

Morning Post, 27.VI.17.

Lord Montagu, dans le débat sur les raids aériens, a déclaré qu'il est absurde de parler de Londres comme d'une ville non défendue, et a ajouté que les Allemands ont parfaitement le droit d'attaquer la capitale. Le devoir du gouvernement est de dire aux habitants que cette guerre est une guerre de nations et non seulement une guerre d'armées et qu'ils doivent se préparer à souffrir comme ont souffert les populations belge et française.

Il semble juste de rappeler que les Allemands, quand tel est leur intérêt, n'ont pas appliqué cette théorie de la guerre des nations. Qu'on se rappelle leurs terribles représailles en Belgique, sous prétexte que des civils non combattants avaient pris part à la résistance.

Westminster Gazette, 27.VI.17. — Le manque de charbon en Danemark :

Le besoin de charbon se fait de plus en plus sentir, par ce fait que les importations d'Angleterre et d'Allemagne deviennent moindres, de telle sorte que le temps n'est pas éloigné où on peut prévoir une catastrophe dans la vie économique en Danemark.

Les restrictions du trafic des chemins de fer, par suite du manque de charbon, ont obligé à soulager ceux-ci d'une grande partie des transports de marchandises, et il a été décidé d'employer pour ceux-ci des voiliers qui, par suite de la guerre sous-marine, sont ancrés dans différents ports danois.

En Jutland et dans les autres îles, les marchandises seront amenées dans des ports centraux, et de là distribués par chemin de fer ou autrement... On estime que les frais dépasseront de 100 % les frais ordinaires par chemin de fer.

De grandes fabriques danoises sont dans une situation très difficile, la rareté du charbon les ayant obligé à cesser le travail... La diminution de la production du ciment menace d'arrêter prochainement les constructions.

Westminster Gazette, 27.VI.17. — Les sympathies suisses :

J'ai causé la semaine dernière avec un Suisse à propos des projets de la Suisse après la guerre, et il convint avec moi qu'il y aurait un grand mouvement parmi les visiteurs de différentes nationalités pour la possession, — durant la saison des touristes, — des fameux séjours de montagne.

Les Allemands possèdent déjà certains districts. St-Moritz, par exemple, n'a jamais eu une saison d'hiver plus belle que cette année... St-Moritz était déjà depuis plusieurs années avant la guerre en train de devenir de plus en plus allemand... Mon ami suisse me demanda presque anxieusement si les Anglais voudraient aller à Pontresina, où, dans les dernières années, ils ont été de plus en plus nombreux. Ma réponse fut plutôt douteuse. La distance entre St-Moritz et Pontresina n'est que de quatre milles.

A ce que j'ai appris, les Grisons sont la seule partie de la Suisse qui a été consciemment pro-germain, dès le début de la guerre. Mais ce serait une erreur de supposer que tous les cantons de langue allemande soient hostiles aux Alliés. Ce n'est nullement le cas. Les blessés anglais ont reçu un chaud accueil dans plus d'un de ces cantons, et un grand nombre de Suisses allemands sont grandement offensés par les manifestations de la moderne Allemagne. Zurich, à ce qu'on m'a dit, serait beaucoup moins pro-allemand qu'on ne le supposerait, et un Anglais est sûr d'y être bien accueilli. Au lac de Lucerne, les Allemands occupent généralement le côté nord, les Anglais le sud du lac. Dans les cantons de langues française et italienne, la sympathie pour les Alliés est générale, et une partie considérable de la colonie anglaise est demeurée durant la guerre aux bords du lac de Genève.

Morning Post, 29.VI.17. — Les pertes maritimes.

Au parlement, le rapport concernant la guerre a donné les détails suivants concernant les pertes causées par les sous-marins :

Pour les seuls apports d'outre-mer, nous sommes intéressés pour environ 1,500,000 tonnes par mois, et le parlement sera heureux d'apprendre que la campagne, si désastreuse qu'elle soit, n'amène pas de bien grands avantages à nos ennemis, lorsqu'ils sauront, par exemple, que pour les expéditions de l'Amérique du Nord pour compléter la production indigène, les pertes totales, depuis le commencement de la campagne sous-marine sans restrictions (en prenant pour chaque cas particulier comme base les pertes les plus fortes) sont seulement de 5,9 % des cargaisons.

Morning Post, 29.VI.17. — L'exportation des pommes de terre hollandaises.

On sait que les femmes du peuple, à Rotterdam, avaient envahi un vaisseau en partance pour l'Angleterre, et emporté une certaine quantité de pommes de terre destinées à ce pays. D'après les constatations officielles, la totalité du vol n'aurait pas dépassé 50 kilos.

La population se montre fort irritée de manquer de pommes de terre, alors qu'on en exporte des quantités tant en Allemagne qu'en Angleterre.

Il est établi que l'exportation des pommes de terre nouvelles a été en augmentation depuis quelques jours. On dit que la quantité qui sera expédiée en Grande-Bretagne

et en Allemagne s'élèvera pour chacun de ces pays à 25 mille tonnes. Cependant, aucun envoi n'est encore parti pour l'Angleterre.

Le « Nieuwe Rotterdamsche courant » rapporte qu'il y a eu encore des troubles, par suite de la rareté des tubercules. Le maire-député a reçu une délégation de femmes et leur a dit que lui-même ne pouvait se procurer des pom-

mes de terre. Il a invité le peuple à demeurer calme. Peu après, la foule pénétra de force dans le port du Parc et les révoltés ne se retirèrent qu'après avoir rempli leurs poches.

La sirène à vapeur siffla constamment pour demander des secours, mais lorsqu'enfin arriva un inspecteur de police, il était trop tard.

ALLEMAGNE

Berliner Tageblatt, 23.VI.17. — Pensées de paix séparées, par Hans Vorst.

L'auteur étudie les différentes possibilités de paix séparée pouvant se présenter à l'esprit; aucune ne lui paraît réalisable.

Bien que les choses en soient là, la pensée d'une paix séparée jouit toujours encore dans certains milieux allemands d'une faveur difficile à comprendre et le gouvernement est invité vivement et ouvertement à travailler en vue de cette solution. Serait-ce en somme, une solution et serait-elle vraiment aussi désirable pour l'Allemagne qu'on le représente à l'occasion. Supposons donc qu'une paix séparée avec la Russie puisse avoir lieu. D'abord étant donné la situation actuelle il n'est aucunement prouvé qu'elle aurait une prompte paix générale comme conséquence. Il faudrait au contraire s'attendre à ce que l'Angleterre, la France et l'Italie, alliés aux Etats-Unis, continuent la guerre; l'Allemagne devrait prendre à sa charge l'aide financière et économique dont la Russie a besoin, sans pouvoir pour cela dans les années prochaines recevoir même une seule tonne de céréales. Si nous supposons qu'une paix « avantageuse » puisse être obtenue par la force: le monde resterait séparé en deux camps ennemis et la funeste politique de la coalition d'armements du passé devrait être poursuivie dans une plus large mesure avec tous ses dangers et ses charges financières.

Berliner Tageblatt, 25.VI.17. — A. M. le professeur Dr F.-W. Foerster à Zurich.

Le professeur Foerster, dans la *Neue Zürcher Zeitung*, a publié un article qui traitait le point de vue allemand dans la guerre. M. Théodore Wolff lui répond longuement et termine ainsi:

Notre premier devoir est de ranger chez nous; mais cela ne servira à rien si ailleurs l'agitation des intrigants et illuminés se poursuit. On s'aperçoit de plus en plus que le monde ne peut parvenir à la tranquillité et à des conditions plus heureuses que par une paix de raison (*Verständigungsfriede*), ne donnant nulle part satisfaction aux brutaux politiques de la force et qui nulle part ne laisse subsister un sentiment d'humiliation. Vous aussi, honoré professeur, partagez l'idée que le plus beau programme européen, ou le plus beau programme mondial ne peut mener qu'à de nouvelles périodes de malheur s'il aspire à une autre paix que celle-ci. On ne créera pas une meilleure Europe en formant de nouvelles mares stagnantes ou en déplaçant des volcans « d'un endroit à l'autre ».

Kölnische Zeitung, 24.VI.17. — Pologne. — L'accès à la Mer:

Les patriotes polonais considèrent avec raison que le moyen le plus efficace de provoquer l'ascension politique et culturelle du peuple est de développer économiquement leur patrie. Mais si l'on considère la carte on voit, que dans les conditions présentes, ce but ne peut être atteint que d'accord avec l'Allemagne et non contre elle. Abstraction faite de l'avantageuse voie de communication que constitue

la Vistule par Dantzig, dans l'état des choses actuelles, les débouchés plus au nord sur la Baltique ne peuvent être obtenus qu'en accord avec l'Allemagne.

Il est notoire, qu'au point de vue sentimental, une grande partie du caractère allemand est antipathique aux Polonais, mais on ne fait pas de la politique avec des sentiments et ce sont finalement toujours les intérêts qui sont à la base de toute considération politique.

Une politique économique raisonnable ne peut, abstraction faite du reste, avoir aucune illusion à ce sujet: c'est l'Allemagne, et elle seule, qui peut procurer l'accès à la mer au futur Etat polonais.

Norddeutsche Allgemeine Zeitung, 26.VI.17:

La formule d'« intrigue de paix » allemande lancée par l'Entente pour prolonger la guerre est actuellement soutenue par des commentaires parisiens sur une croisade pacifiste allemande; le président des ministres aurait présenté des documents à ce sujet à la commission de la Chambre. Ces documents se rapporteraient au cas Grimm-Hoffmann. Maintenant que les explications de M. Hoffmann établissent clairement que sa démarche a été provoquée par des mobiles d'ordre privé, les racontars parisiens ne peuvent avoir pour but que d'empêcher par l'intimidation les efforts de personnalités neutres, cherchant, par motifs humanitaires, à amener la fin de la guerre. Les racontars parisiens au sujet des agents du gouvernement allemand sont de pure invention. M. Ribot en présentant de soi-disant preuves d'efforts pacifistes allemands veut apparemment repousser à l'arrière plan la question des conventions secrètes sur les buts de guerre de l'Entente.

Leipziger Neueste Nachrichten, 27.VI.17. — L'ennemi tchèque:

Il n'y a rien à faire. Les Slaves, et avant tout les Tchèques, sont les ennemis intérieurs de l'Autriche. L'accomplissement de leurs désirs qui tendent à l'autonomie serait le premier pas vers l'effondrement de l'Autriche. Le Cabinet de fonctionnaires Steibler trouvera à peine la force nécessaire pour maîtriser ce danger, d'autant moins que les Allemands d'Autriche n'ont pas encore jusqu'ici établi la discipline et la maturité nécessaires à l'union nationale.

Kölnische Zeitung, 27.VI.17. — L'élection de M. Gustave Ador au Conseil fédéral suisse:

Nous n'avons aucun motif et aucun droit de douter de la loyale volonté de l'homme auquel la confiance de ses concitoyens a attribué jusqu'à la fin de cette année la conduite des affaires étrangères de la Suisse. Attendons de le voir à l'œuvre, car sous le terme de neutralité et même de « loyale neutralité » des hommes différents comprennent des choses bien différentes, comme nous l'ont prouvé les trois années de guerre bientôt écoulées. L'assurance d'Ador que la Confédération doit rester indépendante de toute influence étrangère a une saveur particulière; on pourrait y reconnaître un désaveu des événements de Berne qui ont conduit M. Ador à son poste important...

La *Kölnische Zeitung* ne croit pas que M. Ador

pratiquera la neutralité ententophile désirée par le *Journal de Genève*.

Les actions nous montreront bientôt s'il en est ainsi ou si la joie particulière de la feuille française de Genève provoquée par la nomination d'Ador est justifiée. Quelle que soit la réalité, il reste acquis qu'à Berne on a montré un empressement particulier à être serviable envers l'Entente et à placer à la tête du département politique un homme agréé par elle. Cela n'a pas paru très amical à notre égard, bien qu'on n'ait peut-être pas envisagé la nomination de cette façon.

Münchner Neueste Nachrichten, 27.VI.17. —

On ne devra pas se faire des illusions en Suisse sur l'écho qu'éveillera en Allemagne l'élection du conseiller national Ador au rang de conseiller fédéral. Cet écho sera probablement encore accentué par l'attribution à M. Ador des affaires étrangères. Personne chez nous ne veut s'immiscer dans les affaires intérieures de la Suisse, mais on comprendra en Suisse ce que signifient pour nous le nom d'Ador et tout ce qui s'y attache depuis le début de la guerre. Il ne nous est pas possible de juger comment M. Ador pourra concilier ses penchants favorables à l'Entente avec une stricte neutralité. Nous espérons que la force ne manquera pas au représentant de la clairvoyante neutralité suisse, pour maintenir la politique du pays dans une ferme direction. Mais nous exprimons ce que ressentent aujourd'hui de larges sphères politiques en Allemagne lorsque nous disons que le développement qui résulte de l'élection de M. Ador nous engagera, vis-à-vis de la Suisse, à une plus grande réserve que nous ne l'aurions désiré nous-même. Le « Temps » écrit le 24 juin : « Hoffmann s'en va pour faire place à Ador ». Cette idée exprime quelles espérances l'Entente attache à ce changement de personnes et comment nous avons à l'évaluer.

Frankfurter Zeitung, 27.VI.17, annonce que pour des motifs qui ne peuvent être rendus publics, la partie politique paraîtra jusqu'à nouvel avis sans refléter l'opinion de la rédaction.

Vossische Zeitung, 27.VI.17. — Le projet de budget autrichien accepté :

Nous avons déjà rappelé dernièrement que la dernière crise parlementaire autrichienne devait s'expliquer par l'antipathie des grands partis pour la personne du comte Clam-Martinitz. L'acceptation sans encombre du budget provisoire démontre à nouveau que la crise n'était pas provoquée par des conditions matérielles. En accordant d'emblée le budget à un ministère exclusivement composé de fonctionnaires, sans demander en contre partie des concessions sur le terrain de la politique des nationalités, le Reichsrat prouve qu'il est capable de travailler et qu'il veut travailler.

Münchner Neueste Nachrichten, 28.VI.17. — L'étoile de Lloyd George pâlit :

Le mécontentement provoqué par la question peu discutée, et par cela même très importante, de l'organisation politique anglaise, question dans laquelle le grand Lloyd George s'est révélé « trop humain », est d'autant plus ressenti par ses amis qu'ils ne peuvent plus dissimuler que sa grande expérience dont ils étaient particulièrement fiers, ses nominations aux postes de ministres de « Business-men », ont conduit à un lamentable effondrement.

Münchner Neueste Nachrichten, 28.VI.17. — La question de la paix au Congrès pan-russe :

Le congrès pan-russe repousse toute idée de paix séparée. La suite montrera qu'une paix générale échoue avant tout par l'opposition des propres alliés de la Russie et qu'il n'y a que deux voies pour elle : nouvelle soumission sans conditions à la volonté de l'Entente et partant poursuite sans espoirs d'une guerre qui annulera tous les résultats de la révolution ou gain de la paix extérieure — soit la base pour poursuivre le développement intérieur — en se débarrassant résolument des chaînes de l'alliance et en obtenant la paix par ses seuls moyens.

Leipziger Neueste Nachrichten, 28.VI.17. — La Grèce du côté de nos ennemis ? :

La proclamation de Jonnart, sans base juridique possible, enlève au triste homme d'honneur Vénizelos l'apparence extérieure de la responsabilité d'avoir amené son propre peuple à la boucherie pour des intérêts étrangers. Car c'est de cela qu'il s'agit. Si Ribot a déclaré à la Chambre que la Grèce était désormais l'alliée de l'Entente et serait traitée en conséquence par elle à l'avenir il ne saurait subsister aucun doute que l'Entente ne tient pas aux platoniques manifestations de sentiments des Hellènes, mais bien plutôt à leurs biens et à leur sang.

Frankfurter Zeitung, 29.VI.17. — Une proclamation de Pétain aux troupes :

Tout l'article du général Pétain n'est pas autre chose qu'un assemblage de toutes les maximes par lesquelles le gouvernement français étourdit, depuis le commencement de la guerre, son peuple, pour éluder l'examen de sa propre faute. Depuis, quelque temps les soldats du front n'ont plus grande confiance dans ce travail d'abrutissement politique que la littérature du front nomme « bourrage de crânes ». Il est pourtant à remarquer que Pétain passe sous silence la question primordiale qui préoccupe actuellement tous les Français, à savoir si la lutte pour l'Alsace-Lorraine doit être abandonnée ou poursuivie.

Leipziger Neueste Nachrichten, 30.VI.17. — Crépuscule oriental :

Durant ces trois dernières années le centre de gravité de la guerre s'est déplacé plusieurs fois. Il n'est pas impossible qu'il se reporte à nouveau vers l'est. Le fol espoir qui pouvait naître en Allemagne suite à la révolution russe et sa formule de paix ambiguë « ni annexions ni contributions » doit être entre temps abandonné par M. Branting lui-même. Dans de semblables conditions il faut prévoir que les malheureux dirigeants russes donneront dans le panneau de leurs surveillants anglais et américains et que bras-dessus bras-dessous ils chercheront encore une fois avec Vénizelos leur salut à l'offensive. Ainsi la farce de la formule de paix — qui sans toutefois avoir atteint son but réel a pourtant provoqué suffisamment de désarroi dans des cerveaux allemands — serait dispersée à tous les vents.

Leipziger Neueste Nachrichten, 30.VI.17. — Déclaration de guerre de la Grèce à la Bulgarie ?

Après tout ce qui s'est fait en Grèce depuis le bannissement du roi Constantin, la déclaration de guerre de Vénizelos à la Bulgarie nous surprendrait moins que le contraire. Les troupes germano-bulgares du front de Macédoine seront bientôt portées à l'ordre du jour par cet incident. Apparemment, les plans de la direction d'armée anglo-française tendent à remplacer les troupes fatiguées de Sarrail par des soldats grecs. Ce remplacement aurait aussi l'avantage moral de trouver au dernier moment un bon émissaire qui expliquerait l'avortement irrévocable de l'entreprise de Salonique.

Münchener Neueste Nachrichten, 1.VII.17. —
Le mystère des traités secrets:

La matière digne d'être publiée ne manque pas à M. Ribot. La question est de savoir s'il aura le courage de laisser le monde jeter un coup d'œil dans le fouillis des promesses et des calculs (coups d'échecs) par lesquels l'Entente a réussi à former la coalition contre les puissances centrales. D'après les rares preuves qui sont jusqu'à présent parvenues à la lumière, il ne saurait évidemment subsister aucun doute que pas un mot ne fait mention dans ces traités secrets du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Ce sont des documents témoignant d'une telle

cynique rapacité et d'une volonté destructive si brutale que même les plus adroits talents d'interprétation de la diplomatie française ne peuvent les adapter à la formule de paix du Comité des ouvriers et soldats. L'armée russe qui ne veut pas entendre parler d'une guerre de conquêtes doit pourtant, de par la volonté de ceux qui sont au pouvoir à Paris, à Londres et à Washington, continuer de saigner et de souffrir pour les buts impérialistes des puissances occidentales et c'est pourquoi elle doit ignorer la vérité. Tant que Ribot, Lloyd George et Wilson présideront aux destinées de l'Entente, les peuples de l'alliance attendront en vain la publication des traités secrets.

ITALIE

Il Popolo d'Italia, 20.VI.17. — La situation. —
Notre politique étrangère. — L'heure de Lloyd
George (Nar):

Les faits politiques en Albanie et en Grèce ont ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Entente. Un de nos plus puissants alliés, la Russie, a conclu tacitement un armistice avec l'ennemi. De nouvelles relations, de nouveaux plans et peut-être de nouveaux traités doivent être établis d'urgence avec les puissances occidentales et avec les Etats-Unis, pour terminer heureusement la guerre.

Il fallait, par conséquent, imprimer une nouvelle orientation à notre action politique. Nous étions arrivés au tournant d'une crise internationale. L'Italie avait besoin d'hommes aux poignets solidés. Il était nécessaire d'instituer un comité de guerre, composé d'éléments homogènes, résolus. Un homme pouvait et devait s'avancer pour prendre en mains le timon de l'Etat.

Rien de tout cela.

... L'Italie continue à être administrée par un ministère impotent.

Nous demandons la fin de cette dangereuse et insupportable situation.

... C'est l'heure de Lloyd George. Nous voulons un ministère qui soit un gouvernement; nous voulons un comité de guerre.

Il Mattino, 20.VI.17. — La volonté russe:

L'Entente désire obtenir, en continuant à être alliée avec la Russie, l'assurance d'une parfaite tranquillité, la certitude ne pas avoir à craindre de nouvelles surprises; elle désire surtout que la révolution russe ne devienne pas l'instrument moral de l'ennemi, en insultant chaque jour les institutions intérieures de chaque pays, la guerre que nous faisons et les buts que nous nous proposons.

En réalité, ce désir d'entente a failli complètement. Le voyage de Thomas et de Kerenski au front s'est terminé de la façon que nous avons lu et déploré: Thomas, le représentant de cette France républicaine qui a payé l'alliance russe par des torrents d'or et de sang, a trouvé partout l'ironie et l'indifférence, il a dû finalement conclure et résumer ses expériences en promettant aux russes qu'il soutiendrait en France la « paix sans annexions ». Et le résultat de son voyage, est la conférence que la Russie nous impose maintenant.

A côté de cette véritable tragédie, les « déboires » de nos Cappa-Lerda-Labriola, sont plutôt comiques. Nous n'avons pas les droits de la France à la reconnaissance russe et ne pouvons nous indigner outre mesure, si les russes nous demandent de renoncer à nos institutions monarchiques ou de céder à l'ennemi quelques petites îles, en signe de résignation chrétienne.

... Le gouvernement russe sait parfaitement que demander la révision des accords sur les buts de guerre signifie

enlever toute consistance à la guerre européenne, et que la conférence qu'il propose est impossible et absurde. Son but, par conséquent est évident. L'Entente doit choisir: accepter une conférence à laquelle l'ennemi pourra, sans employer des espions, apprendre quels sont nos buts et évaluer indirectement nos forces et notre volonté, ou renoncer à l'alliance avec la Russie (censure.)

La Tribuna, 23.VI.17. — Les Travailleurs
anglais et la paix de Stockholm:

Parmi les revendications exposées par la « Fabian » en vue de la paix nous remarquons celle qui concerne « l'égalité politique accordée à toutes les races assujetties ». A cet égard, la « Fabian » aurait dû se rappeler que parmi ces races, il y a aussi une race italienne et que c'est pour sa complète délivrance et indépendance qu'une nation comme l'Italie fait la guerre, que par conséquent, parmi les revendications « européennes » de justice et de liberté internationales, il y a lieu de placer — si nous ne nous trompons pas — le rachat de la population italienne irrédente, que la « Fabian » oublie de mentionner.

L'idea nazionale, 23.VI.17. — Les conditions
de paix selon les socialistes anglais:

Suivant une dépêche de Stockholm, les conditions de paix déclarées acceptables par la Société anglaise de propagande socialiste « Fabian », affiliée au parti travailliste indépendant, seraient: l'évacuation des territoires conquis par l'Allemagne et l'indemnité complète des dommages; la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France; la reconstitution de la Pologne, unie et indépendante; l'égalité politique de toutes les races sujettes à l'Autriche-Hongrie...

Le journal remarque à ce propos que dans toutes ces discussions socialistes sur la paix, comme aussi dans la récente note russe, l'on parle de tout, sauf de la guerre de l'Italie et des droits de cette puissance.

Trente, Trieste et la Dalmatie ne comptent pas au même titre dans le grand cœur humanitaire de ces intrigants, que l'Alsace, la Pologne et l'Ukraine. Parce que ce sont, au fond, toujours des intrigants, ces pacifistes anonymes qui entravent, par leur œuvre, les bonnes relations entre les Alliés. Nous sommes convaincus que les personnes sérieuses, en Angleterre, ont des idées bien plus arrêtées au sujet de la paix que celles de ces messieurs de la « Fabian », mais nous ne pouvons que déplorer cette méconnaissance générale de nos droits; aujourd'hui, surtout, où l'on parle d'inacceptables révisions.

Outre cette partie négative, le programme de la « Fabian » renferme une autre idée dangereuse: celle du sauvetage de l'Autriche, voilée et justifiée par une ridicule et

impossible égalité de races, tout comme l'illusion de cette « nouvelle et heureuse Autriche » indépendante du militarisme allemand.

Il Secolo, 25.VI.17. — La nouvelle théorie de Gorki. — La « guerre séparée » :

Selon le correspondant du « Daily Express » de Petrograd, Maxime Gorki serait le promoteur d'une nouvelle théorie. Etant convaincu que la Russie ne peut faire une paix séparée, il demande qu'elle fasse une guerre séparée, pour son propre compte et son propre idéal.

Le correspondant signale cette nouvelle théorie de Gorki comme une preuve de l'instabilité des projets des socialistes russes et jusqu'à quel point ils peuvent aller.

Avanti, 25.VI.17. — Le revision des traités :

Le gouvernement italien a consenti à réviser les accords établis avec les Alliés relativement aux conditions de paix.

... Rien de plus légitime, de plus juste, et de plus nécessaire que le nouvel examen proposé et obtenu par Petrograd. Car tout le plan de l'Entente se base sur ce devis : la possession de Constantinople et la présence des russes sur les bords de l'Adriatique.

Dans les guerres précédentes, la Turquie avait, une après l'autre, perdu plusieurs de ses provinces, sans perdre toutefois la possibilité d'exister. Un homme peut vivre sans un bras, sans une jambe, mais non sans sa tête. Cette fois il s'agissait précisément d'arracher la tête à la Turquie, Constantinople; et le vieux corps d'Etat ottoman n'aurait pas survécu à cette amputation. En donnant les Détroits au tsar, l'Entente marquait la fin de la Turquie. Par conséquent, il fallait se partager la carcasse; et voilà l'origine des accords déterminant le sort des régions soumises encore au sultan, la Syrie, l'Anatolie, la Mésopotamie, etc. Chaque puissance de l'Entente coupe sur la carte géographique, sa tranche du gâteau ottoman, sans se préoccuper, paraît-il des difficultés de la digestion.

L'Idée nazionale, 25.VI.17. — Le débarquement des Français à Prevesa :

Après avoir assumé la protection de l'Albanie indépendante, l'Italie avait contracté le devoir de régir son territoire, ainsi que la partie de l'Epire, occupée par nos troupes, afin que la tranquillité intérieure ne fut pas troublée. La population de Janina et de l'Epire avait accueilli les troupes italiennes avec une allégresse non équivoque, sachant bien que notre principale préoccupation serait de pourvoir immédiatement au ravitaillement du pays. C'est, du reste, un fait notoire que partout où des détachements italiens s'installent, le cri touchant et prolongé du peuple grec, dans l'Epire comme ailleurs : du pain, du pain, cesse aussitôt.

On pouvait, en outre, supposer que les troupes franco-anglaises qui occupaient depuis longtemps le secteur oriental, auraient laissé libre aux troupes italiennes le secteur occidental parce que ce secteur est étroitement lié au problème de l'Adriatique et qu'il n'offre aucun intérêt direct au groupe franco-anglais.

Mais, au contraire, voilà survenir, d'une manière inattendue la nouvelle du débarquement des troupes françaises dans le port de Prévesa.

L'absurdité historique de cette occupation s'est donc accomplie. De source française, on nous communique que ce débarquement s'est opéré avec le consentement de la population et que les troupes venizelistes de l'Ile de Ste-Maure y ont participé. Leur mouvement de pénétration périphérique, aidé de troupes, portant l'étiquette venizeliste, se dessine ainsi des îles de l'Archipel aux ports de la côte.

Avanti, 26.VI.17. — Occupation provisoire :

Le débarquement des troupes françaises à Prevesa a éveillé quelques préoccupations chez nos nationalistes; de même que la déclaration de l'indépendance albanaise de la part de l'Italie et la proclamation de son protectorat a préoccupé quelque peu la mission franco-anglaise. C'est naturel! Même entre amis intimes, on peut bien se mordre les uns les autres quand on voit un bon morceau, que l'on convoitait depuis longtemps, emporté à la dérobée.

La Tribuna, 26.VI.17. — Venizelos revient au pouvoir :

Nous souhaitons et croyons qu'il sera possible maintenant à Venizelos de réaliser, en suivant le programme opposé, que le temps doit lui avoir dicté : s'adapter lui-même à la Grèce, ce qu'il n'avait pu obtenir quand il voulait s'assimiler la Grèce en violentant la réalité.

Nous reléguons dans le règne, désormais terminé des équivoques, la protestation lancée dernièrement par M. Venizelos contre l'occupation de l'Epire par nos troupes, ainsi que les allégations sur de prétendus pourparlers avec l'ex-roi sur l'occupation de Janina aux dépens de la Grèce.

... L'occupation de l'Epire ne diffère en rien de celle de la Thessalie et est inspirée par les mêmes buts temporaires de protection militaire en faveur des armées de l'Albanie et de la Macédoine, sans porter aucune atteinte au droit national d'un peuple ami.

La Stampa, 26.VI.17. — Le Comité secret :

En résumé, les séances secrètes du Parlement nous communiquent l'impression que le ministère a pu se rendre compte de quel côté se trouve la véritable et solide majorité de la nation. En comité secret, comme en d'autres occasions déjà, le ministère a démontré (et il faut l'en féliciter) ne pas vouloir suivre les interventistes dans leur politique de folie. Car, si ceux-ci croient d'avoir bien des choses à espérer d'une crise convulsive nationale, qui entraîne avec elle toutes les responsabilités et efface toutes les fautes, la nation dans son intérêt de conservation ne veut pas que son sort soit lié à celui des cadavres. Elle veut vivre, elle a droit à la vie.

Il Secolo, 27.VI.17. — Essad Pacha proteste (Enrico Lelli) :

Sur papier avec en-tête, comme président de l'on ne sait quel gouvernement albanais, Essad Pacha a adressé aux ministres des affaires étrangères des puissances alliées, une protestation « contre le protectorat dont la proclamation italienne menace l'Albanie ».

Corriere della Sera, 27.VI.17. — Par la porte entre-bâillée :

Nous avons donc, selon les affirmations des partisans officiels de Giolitti, une forte recrudescence de giolittisme à Montecitorio. Et cette reprise est naturellement accompagnée de jugements acres et méprisants sur les « interventistes » : soit, dit-on, une faible minorité, qui n'a jamais représenté la véritable opinion du pays, qui s'agit pour faire valoir ses propres fautes — ou plutôt sa propre faute, d'avoir voulu la guerre — et qui tente, en vain, d'opprimer cet esprit de liberté et de tolérance caractéristique chez le peuple italien. Le Comité secret a eu, dit-on, le grand mérite de mettre en relief la valeur des personnalités et cette revision a fermement démontré que le ministre Orlando est le seul homme qui comprenne comment la politique intérieure de notre pays doit être dirigée et Giolitti représente de nouveau le plus pur patriotisme italien.

... Que signifie, aujourd'hui, toute cette agitation du haut en bas, pour discréditer les « interventistes » comme étant

une minorité exigüe, coupable, en proie aux remords, à la recherche de l'impunité, ennemie enfin de l'Italie, — sinon une tentative de revanche du neutralisme, un bon prétexte pour discréditer dans l'opinion publique la nécessité nationale de notre guerre et la foi en la victoire; une rescousse des ennemis intérieurs auxquels la faiblesse ou l'ambition des gouvernants confère de nouvelles forces?

L'Idée nationale, 28.VI.17. — Venizelos, Janina et l'Italie:

M. Venizelos, qui vient de recouvrer le pouvoir à Athènes, à la grande satisfaction des philo-hellènes français et anglais et à la très mince joie des Hellènes de la Grèce, s'est fait précéder, à son départ de Salonique, d'une communication officielle de l'agence de la presse, dans lequel l'Italie est traitée avec un ton de mépris, altier, déplacé et menaçant, que nous avons dû, plus d'une fois, constater dans le langage de ce proclamateur de la plus grande Grèce. — Venizelos, au moyen de ce communiqué anonyme, proteste vivement contre l'occupation de Janina et de l'Épire de la part des Italiens. Il met en doute la loyauté de déclarations maintes fois répétées par le gouvernement italien, publiquement et par l'intermédiaire de ses diplomates, au sujet des motifs qui rendirent cette occupation nécessaire. Il invoque l'intervention des contingents français pour garantir le caractère national de cette occupation et salue l'occupation française de Prévessa, comme un fait dont toute l'Hellade doit se réjouir.

... Il a été dit et répété que l'Italie ne nourrit aucun sentiment hostile envers la Grèce. Il s'agit d'un petit pays qui a besoin d'aide et de protection et il est parfaitement vrai que l'Italie ne peut avoir avec lui que des rapports bienveillants. Mais tandis qu'elle est engagée dans une lutte mortelle, l'Italie a raison de prétendre que M. Venizelos ne vienne pas se placer sur sa route, et que d'autres ne se prêtent pas aux intrigues de la politique venizeliste.

La Stampa, 28.VI.17. — Le jeu habituel:

... On a beau jeu de dire que ce qui s'est passé aux séances secrètes du Parlement, n'aurait pas eu lieu dans les séances publiques: cela n'aurait pas eu lieu, précisément, parce que la majorité de la Chambre ne l'aurait pas voulu, parce qu'elle est l'interprète fidèle de la voix et des intérêts de la nation en ce moment. Or, la nation veut aujourd'hui, ainsi que ses représentants, une seule chose: faire tous les efforts pour que l'Italie sorte le plus tôt et le mieux possible de cette affreuse guerre. Voilà le but suprême, et il est si grandiose et si difficileux qu'il prime toute autre question, dont on ne peut s'entretenir en ce jour. Mais la Chambre et le pays en parleront à temps voulu. Les journaux de Salandra verront alors de quel côté sera la nation, et si son verdict laissera des doutes, ou s'il sera clair comme la lumière du jour. Au mois d'octobre 1918 la législature aura terminé sa vie politique et le pays manifesterà sa pensée dans les assemblées... (Censure.)

Il Secolo, 29.VI.17. — La Suisse tenterait d'acheter des navires autrichiens?

Selon les affirmations du *Giornale d'Italia* la direction de l'«Unione economica nazionale» pour les nouvelles provinces d'Italie a remis au ministre Boselli, un ordre du jour approuvé par la Commission d'études de la marine marchande de l'Adriatique pour protester contre la tentative de constituer une flotte battant pavillon suisse avec les navires marchands austro-hongrois, qui se trouvent encore dans les ports autrichiens de l'Adriatique.

... La tentative de la Suisse de racheter ces vaisseaux revêt un caractère d'hostilité particulière envers l'Italie: 1. parce qu'elle diminue l'importance maritime des ports revendiqués par l'Italie et pour lesquels elle combat; 2. parce que la Suisse n'est pas une puissance maritime et que les ports autrichiens de l'Adriatique étant bloqués, cette acquisition revêtirait un caractère d'expédient dans le but de sauver pour l'après-guerre une partie de la flotte marchande de l'ennemi.

Les tentatives d'acquisition de la part de l'État ou de simples citoyens suisses, de navires autrichiens réfugiés dans les ports de l'Adriatique, seraient considérées comme une véritable rupture de la neutralité au préjudice de l'Italie; par conséquent, la Commission invite le gouvernement italien à protester auprès du gouvernement suisse.

Avanti, 29.VI.17. — Leur patriotisme:

Ces journaux, qui reprochent quotidiennement sa trahison au parti socialiste, parce qu'il n'adhère pas, sans restrictions et de toute son âme, à une entreprise dont on ne connaît pas le but, démontrent chaque jour davantage qu'ils ne savent eux-mêmes faire le sacrifice de leurs vues particulières et de leurs idéalismes particuliers.

Le pan-italisme qui, parmi tant de variétés de «pan», est le plus ridicule, s'agit pour défendre et stimuler les expansions territoriales italiennes. Pour lui — comme pour nous, du reste — tous les principes de démocratie, de liberté, de droit proclamés par Wilson, sont des idéologies vides de sens, vaines et dangereuses. Il n'y a qu'une seule chose de vraie et de saine dans ce monde: la force. C'est au nom de cette force — qui doit s'exercer par l'expansion militaire, politique industrielle, intellectuelle, morale — que l'Italie doit diriger le vol de ses aigles, au-delà de Trente, au-delà de Trieste, partout. Il n'y a pas des droits démocratiques à faire triompher, mais des conquêtes impérialistes à imposer aux plus faibles. De là, la Dalmatie, l'Albanie, l'Épire, les îles grecques, l'Asie Mineure, l'Yemen, l'Abysinie, le centre de l'Afrique, le monde entier, si nécessaire. «Italien über alles». Et pour arriver à cette conquête, aucune préoccupation d'ordre moral, idéologique, démocratique. Qu'importe le peuple, c'est la force qu'il faut. Selon les circonstances et le besoin! «Not kennt kein Gebot».

RUSSIE

Den, 29.V.17. — A propos de paix séparée:

34 mois de guerre ont créé une situation objective telle que l'Allemagne est victorieuse, détenant entre ses mains de grandes parties de la Russie, la Belgique, la Serbie, une partie de la France et de Roumanie. Cela ne veut pas dire, que l'Allemagne impose la carte de guerre comme condition de paix. L'inégalité des conditions force Bethmann-Holl-

weg de se séparer des utopies de Resigüé. Mais la situation militaire en ce moment, l'état intérieur et les forces politiques en Allemagne sont tels que l'Allemagne peut se conduire en vainqueur et elle le fait. Bethmann-Hollweg l'a nettement déclaré.

En ce moment l'impérialisme allemand est vainqueur et l'impérialisme anglais doit avant tout lutter pour arracher

la victoire des mains de l'Allemagne. Quelle est la proie qu'on se dispute? Avant tout la Russie, non la Russie impérialiste, mais la Russie démocratique, notre patrie. Ce n'est pas par amour sentimental pour nous que l'Angleterre impérialiste se bat à nos côtés, c'est par haine envers l'Allemagne qu'elle nous aide à reprendre nos provinces occupées. Anéantir le triomphe de l'impérialisme allemand est dans l'intérêt non seulement de l'impérialisme anglais, c'est une nécessité absolue aussi pour la démocratie anglaise et la démocratie du monde entier, car le développement normal d'une démocratie est incompatible avec le triomphe d'un impérialisme quelconque. Ainsi se rapprochent pour quelque temps la voie de la Russie démocratique et celle des classes impérialistes de l'Angleterre.

Ces chemins pourraient bifurquer au moment où, sous la pression unanime des Alliés et poussée par ses difficultés intérieures, l'Allemagne acceptant une paix sans annexions serait d'accord pour restituer à la Russie et aux Alliés ce qu'elle leur a pris. Si les Alliés demandaient en ce moment la continuation de la guerre pour détruire l'Allemagne ou pour forcer l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à accorder des amputations, des démembrements, qui pourraient menacer les intérêts vitaux de ces pays, la Russie démocratique aurait raison de refuser de les suivre.

Rouskoïé Slovo, 1.VI.17. — Lettre de Risoff à M. Gorky; Proposition d'une paix séparée:

L'ambassadeur bulgare à Berlin Risoff a envoyé à Maxime Gorky une lettre dans laquelle il propose « à l'écrivain russe talentueux, ainsi qu'à l'homme politique » de venir à Stockholm ou autre ville neutre pour entamer avec lui, Risoff, des pourparlers concernant la conclusion d'une paix séparée entre la Russie et les puissances centrales. En publiant dans son journal « Novaja Jisn » cette lettre « vile et bête », qui lui a été transmise le 26 mai par un inconnu, Maxime Gorky déclare qu'il va de soi qu'il ne répondra pas, considérant « comme une réponse suffisante la publication de cette infamie ». Voici le résumé de la lettre:

Emotionné par les horreurs de la guerre, Risoff s'est adressé déjà en janvier de l'année dernière aux ambassadeurs russes de Christiania et de Stockholm pour proposer une paix séparée honorable à la Russie. Le gouvernement russe n'a pas répondu pour ne pas se discréditer par la conclusion d'une paix sans victoire et ne pas hâter ainsi la révolution qui germe. Après la révolution Risoff s'est de nouveau adressé à l'ambassadeur de Christiania en le priant de le mettre en rapport avec M. Miloukoff. Celui-ci a répondu qu'il ne saurait être question d'une paix séparée. Pourquoi continue-t-on la guerre? demande Risoff.

Après la révolution russe et la déclaration que la Russie ne veut aucune annexion la guerre n'a plus de raison d'être pour la Russie.

1. L'ennemi, dit-il, est prêt à évacuer votre territoire.

2. L'Allemagne n'entreprendra aucune offensive contre la Russie libre.

3. Non seulement l'Allemagne et l'Autriche ne menacent pas la liberté russe, mais elle sont prêtes à la renforcer, puisque sinon l'Allemagne qui est au courant de la désorganisation momentanée de l'armée russe en aurait profité pour prendre l'offensive.

4. Le militarisme prussien n'a causé de tort à personne tandis que le militarisme anglais s'est emparé de Chypre, de l'Égypte et a détruit deux républiques paisibles de l'Afrique.

L'Italie et la Roumanie n'ayant pas tenu leurs engagements vis-à-vis des centraux, la Russie ne doit pas se gêner sous ce rapport avec les Alliés, surtout que la révolution russe modifie les conditions antérieures.

Que faut-il faire alors?

a) Faire une armistice avec les ennemis de la Russie, en laissant les armées sur place.

b) Hâter la convocation de l'assemblée constituante qui décidera de la question de la continuation de la guerre.

Le *Rietch* du 3.VI.17 dit: « La lettre à Gorky de l'ambassadeur bulgare Risoff, attire l'attention. » Le *Den* croit qu'il ne fallait pas publier cette lettre. D'après la *Rouskaja Volia* « le gouvernement allemand dont Risoff est le représentant, cherche l'appui et l'amitié de nos maximalistes. »

Rietch, 6. VI.17. — Lettres des trois ministres MM. Henderson, Vandervelde et Albert Thomas:

Nous avons été très surpris de la convocation à la Conférence internationale que nous avons trouvée dans les « *Isviestia* » du Conseil des députés ouvriers et soldats du 3 juin 1917.

Dans le courant du mois dernier, les délégations anglaise, belge et française ont eu des entretiens avec le Soviet au sujet de la convocation éventuelle d'une Conférence socialiste internationale.

Les négociations ainsi commencées n'étaient pas arrivées à leur terme. Vous aviez, notamment, demandé à la délégation belge une note que celle-ci vous a remise le 27 mai et à laquelle il n'a pas encore été répondu. Vous aviez également invité les organisations anglaises (minorité et majorité) à venir discuter avec vous au sujet des conditions dans lesquelles la convocation serait faite. La délégation dont le départ prochain est annoncé n'a pu encore atteindre Pétrougrad. Nous ne pouvions donc nous attendre à ce que vous convoquiez la Conférence dans des conditions que les pourparlers antérieurs ne permettaient pas de prévoir.

Au cours de ces pourparlers, nous avons marqué notre accord avec vous sur la formule de paix du Soviet, à la condition expresse que cette formule de paix soit clairement définie et précisée, de manière à n'exclure ni la libération des territoires conformément à la volonté des habitants, ni la réparation du dommage causé aux pays envahis par le fait de l'invasion.

D'autre part, nous avons déclaré formellement qu'il nous était absolument impossible d'adhérer à une Conférence plénière avant d'avoir élaboré de commun accord un ensemble de conditions assez précis pour éloigner toute équivoque, pour décourager toute manœuvre diplomatique de nos adversaires, et pour écarter les fractions nominale ment socialistes qui ne seraient pas décidées à coopérer à l'œuvre anti-impérialiste à laquelle vous conviez l'Internationale.

Plus que jamais, nous sommes convaincus qu'une réunion plénière à laquelle seraient admis ceux qui soutiennent la politique actuelle des socialistes majoritaires dans les empires centraux serait inutile et dangereuse: inutile, parce que l'association de volontés contraires ne peut aboutir à l'action; dangereuse, parce qu'elle entretiendrait l'équivoque et donnerait aux masses ouvrières et paysannes l'illusion qu'une paix juste et durable est possible avant que l'impérialisme d'agression soit détruit.

Aussi longtemps que par une déclaration publique faite, sans réticences et sans réserves, dans leur propre pays, sous la responsabilité de leur propre prolétariat, les socialistes de toutes les nations intéressées n'auront pas renoncé à toute association avec un impérialisme d'agression, nous tenons une Conférence socialiste internationale pour moralement impossible.

Cette déclaration, nous l'avons faite et nous y avons conformé nos actes.

Nous sommes prêts à la renouveler avec la force accrue que nous donne l'appui de la révolution russe.

Quand les socialistes allemands l'auront faite à leur tour, proclamant ainsi leur rupture avec le Kaiser, alors, mais alors seulement nous pourrions envisager la possibilité d'une action commune.

En terminant, nous attirons votre attention sur le passage suivant de votre déclaration :

« Le premier acte nécessaire et résolu pour organiser ce mouvement international est la convocation d'une Conférence internationale. La tâche essentielle de cette Conférence doit être de réaliser un accord entre les représentants du prolétariat socialiste en ce qui concerne tant la liquidation de la politique « Union nationale » avec les gouvernements et les classes impérialistes, union excluant la possibilité de lutter pour la paix, que les voies et moyens de cette lutte. »

Nous sommes pleinement d'accord avec le Soviet pour affirmer la nécessité d'une rupture entre le socialisme et les gouvernements ou les classes dont les buts sont entachés d'impérialisme, mais nous n'avons cessé et ne cesserons pas de considérer que l'union nationale contre l'impérialisme d'agression est un devoir qui s'impose à toutes les classes et auquel le prolétariat socialiste ne pourrait se soustraire sans abdiquer et sans compromettre les intérêts vitaux de la démocratie et du socialisme lui-même.

Nous ne pouvons pas douter, au surplus, que les socialistes russes, qui, en ce moment même, ont chargé les délégués du Soviet de défendre, au sein du gouvernement provisoire, la révolution russe contre l'impérialisme germanique, ne partagent nos vues à ce sujet.

Nos conversations antérieures nous ont trop souvent permis de dissiper entre nous les malentendus et d'éclairer les équivoques possible, pour que nous ne souhaitions pas, aujourd'hui encore, nous expliquer avec vous.

Nous serions heureux d'être convoqués par vous à une séance du Comité exécutif pour nous expliquer en toute fraternité. Ceux d'entre nous qui sont à Pétrougrad se rendront à notre convocation.

Bien fraternellement à vous. — (Suivent les signatures.)

Rousskoje Slovo, 7.VI.17. — Le discours de M. Ribot :

A côté du thème de lutte pour la paix de Ribot et du Parlement français nous en avons un autre proposé nettement par le Soviet aux socialistes du monde entier.

Les deux thèmes s'excluent mutuellement.

Ce n'est pas seulement contradiction de programme et de tactique, mais contradiction d'un ensemble de doctrines absolument inconciliables.

Trois socialistes, qui ont de l'autorité dans les pays alliés : Vandervelde, Henderson et Thomas se sont empressés de se séparer de l'initiative du Soviet.

Dielo Naroda, 7.VI.17. — Comparant la lettre de MM. Thomas, Henderson et Vandervelde à la résolution votée par la Chambre française, le journal dit :

Ainsi écrivent les trois ministres socialistes. Telle est la seconde réponse à la question posée ouvertement par la démocratie russe. Et — quelle coïncidence touchante ! — les deux réponses sont de sens identique. Car les trois ministres aussi veulent non pas des « annexions », mais simplement des « libérations des territoires », non des « contributions », mais des « indemnités des frais causés »... Vieilles, très vieilles sont ces prestidigitations. Plekhanoff, chez nous, s'en amuse souvent, mais sans succès, car il ne trompe personne et nous avons souvent trouvé le moyen de dresser ces « œufs de Colomb ». A présent les trois ministres socialistes des gouvernements alliés essayent aussi de le faire.

Rabotchaïa Gazeta, 7.VI.17 :

Quel droit la bourgeoisie française a-t-elle d'exiger la continuation de la guerre pour unir l'Alsace-Lorraine à la France, menaçant ainsi de ruiner l'Europe entière et l'Alsace-Lorraine elle-même...

Oui, nous sommes pour la destruction du militarisme et de l'impérialisme, mais pour sa destruction non par la guerre, qui ne peut remplacer le triomphe d'un militarisme que par le triomphe d'un autre, nous sommes pour sa destruction par un mouvement solidaire des masses populaires de tous pays...

Nous ne tâcherons pas de persuader la bourgeoisie des pays alliés de prendre cette position. Avec elle notre gouvernement doit parler non un langage persuasif, mais le langage d'un pays faisant les traités, qui pose ses conditions et dit ce qu'il peut et ce qu'il ne peut pas faire.

Rousskaïa Volia, 8.VI.17, attire l'attention sur le danger de pareilles paroles envers les Alliés :

Les délégués des socialistes alliés tâchent avec une patience étonnante et avec une bienveillance continuelle d'enseigner à nos idéalistes cet alphabet si simple et on ne peut pas dire que leurs efforts politico-pédagogiques restent vains. Même à présent, quand les élèves, sans se donner la peine de les écouter jusqu'au bout, lancent un document assez risqué, ils les invitent avec amitié fidèle de « s'expliquer fraternellement », sans perdre l'espoir qu'on peut encore arranger l'affaire. Mais cela ne peut pas durer ainsi à l'infini. Les événements n'attendent pas. Un moment viendra où il ne restera plus de place, ni temps pour la pédagogie et les démocraties alliées tiendront à peu près ce langage : « Si vous voulez absolument jeter votre peuple dans le piège allemand, nos peuples ne veulent pas se jeter dans ce précipice. Vous repoussez vos amis fidèles par vos exigences et vos soupçons ; vous éprouvez envers les ennemis une sympathie et une attraction incompréhensibles. Comme prix de votre amitié vous posez des conditions qui amèneraient nos peuples à perdre tout leur avenir national. Nous ne pouvons certainement pas vous donner ce prix-là et nous refusons tous pourparlers ultérieurs. »

Den, 26.VI.17. — L'avalanche de billets de banque :

Les dépenses de guerre se multiplient de jour en jour. Il y a quelque temps on parlait de 1250 millions de roubles par mois ; on en compte à présent 1700, certains parlent même de 2 milliards. Une partie de ce surcroît résulte de faits réels, de dépenses nouvelles pour des organisations nouvelles, mais la plus grande partie doit être attribuée à la diminution de valeur du papier-monnaie. La quantité de billets de banque croît continuellement dans le pays en même temps que diminue leur valeur, proportionnellement à leur quantité, provoquant ainsi la cherté des vivres. Il existe des moyens extraordinaires pour couvrir les énormes frais de guerre. Les sources ordinaires — les impôts même passablement augmentés — ne peuvent suffire à ce but. On ne peut envisager que des moyens extraordinaires, parmi lesquels vient en premier lieu le crédit. Depuis la guerre la Russie a fait beaucoup d'emprunts à l'intérieur ou à l'extérieur, augmentant ainsi fortement ses dettes. Les derniers emprunts de l'ancien gouvernement n'eurent pas de succès ; tout le monde l'expliquait par le manque de confiance envers l'ancien régime pourri. Il faut cependant constater avec regret que le nouvel « emprunt de la liberté » n'a pas le succès espéré. Le peuple russe, qui sympathise ardemment avec le nouveau régime ne se presse pas d'ouvrir sa bourse. L'emprunt de la liberté à le premier mois produit un milliard de roubles. Chiffre en lui-même important, mais insignifiant par rapport aux dépenses de guerre ou comparé à l'emprunt de guerre allemand. Cet emprunt, le 6me, a donné pour 2 mois — mars et avril — 12,770 millions de marks. L'Allemagne « fatiguée » et « épuisée » par la guerre fait son devoir. Si les emprunts facultatifs ne donnent pas de résultats on est obligé d'avoir recours à des emprunts forcés déguisés — à l'émission incessante de papier-monnaie.

Au moment de la déclaration de la guerre nous avons d'après le bilan de la banque d'Etat au 1er juillet 1914, 1630 millions de roubles papier; au 1er janvier 1915, 2946 millions; 1er janvier 1916, 5616 millions; 1er janvier 1917, 9097 millions. Au commencement de la révolution russe le chiffre atteignait 9949 millions, lourd héritage de l'ancien régime. Mais le nouveau régime n'a pu quitter cette voie et continue à émettre du papier monnaie. D'après le dernier bilan de la banque d'Etat il y en a déjà au 21 mai pour la somme de 11,6625 millions de roubles.

Un cercle vicieux se forme. La quantité croissante du papier augmente les prix, crée la cherté de vivre. On ne peut acheter pour la même somme qu'une partie de nécessaire, les dépenses augmentent et avec elles la nécessité de nouveaux billets de banque. Le papier monnaie croît comme une avalanche. Ne voulant pas assurer le succès de l'emprunt facultatif, la population établit elle-même l'emprunt forcé — soit une avalanche de papier qui menace de nous écraser.

Birschewija Wiedomosti, No 110. — Suicide économique (Prof. Sirikow).

L'auteur ne saurait, dit-il, qualifier autrement ce qui se passe actuellement en Russie. Il est notoire que la situation économique de la Russie était effroyable et qu'elle a ouvert la porte à la Révolution. Au lieu de déployer la plus grande tension des forces nationales pour rétablir une situation presque complètement désespérée, on ne fait rien. Le langage des faits est tragique; la situation plus grave que jamais.

L'auteur cite alors des exemples comparatifs portant sur les années 1916-1917, relativement aux minerais, aux charbonnages (20 % de recul), fours à coke (4,8 %), industries métallurgiques, fonderies (17,6 %). Dans ce dernier domaine notamment, les besoins dépassent de 26,5 % la production nécessaire.

Cette diminution de la productivité du pays trouve sa principale source dans le redoutable dépérissement de la discipline nationale qui s'est produit, contrairement aux prévisions les plus sensées et les plus clairvoyantes, pendant les premiers temps de la révolution. Le rapport de la Société des ingénieurs, qui étudie la diminution de productivité des grandes usines — le fléchissement atteint jusqu'à 40 % dans certains cas — attribue principalement la diminution, pour la grande majorité des fabriques, à la journée de huit heures ayant amené presque partout le refus de faire des heures supplémentaires. Dans d'autres cas elle résulte d'une désorganisation croissante et des difficultés provenant de l'éloignement du personnel technique par les ouvriers. Ce krach menaçant semblerait devoir ramener le pays à la raison en lui montrant la menace d'une catastrophe telle qu'un état s'en relève difficilement. Bien

au contraire des frictions sérieuses et incompréhensibles se sont élevées entre entrepreneurs et travailleurs et ont pris une tournure inattendue et menaçante. Des augmentations de salaires, hors toutes proportions, sont exigées dans toute la Russie. Par exemple les ouvriers du bassin du Donetz ont exigé pour 18 usines métallurgiques groupant un capital nominal de 195 millions de roubles, un bénéfice brut de 75 millions de roubles et un dividende de 18 millions de roubles, une augmentation de paie de 240 millions de roubles. La proposition déjà exceptionnelle des industriels de céder le bénéfice total fut rejetée comme inadmissible par les ouvriers. Les propriétaires de mines du sud de la Russie ont télégraphié au gouvernement provisoire que l'accomplissement des exigences analogues des ouvriers au congrès de Chartow entraînerait une hausse catastrophique des prix de revient. L'augmentation de salaires, comporte en Oural 300 millions de roubles pour des transactions annuelles de 200 millions de roubles. A Petrograd l'augmentation atteint 200 %, égale souvent non seulement le chiffre du bénéfice brut mais du capital lui-même.

Il n'est pas exagéré dans ces circonstances de s'attendre à devoir passer une période extraordinairement critique au cours de laquelle l'ensemble des industries russes devra fermer ses portes.

Il est à supposer, que tous ces événements sont le développement d'une ligne de conduite ayant pour but d'obliger les industriels à liquider leurs entreprises et à les transférer aux mains de l'Etat, en d'autres mots à « concrétiser le socialisme ».

Nous ne voyons pas actuellement la nécessité de cette « socialisation » de la Russie. Quelqu'un peut-il déceint songer que nous avons une organisation d'Etat telle que nous pouvons passer, sans intervention du capitalisme, à une réglementation socialiste? Est-il impossible de comprendre que pareille expérience qui ne peut rien produire de bon ni pour la classe ouvrière ni pour le pays n'est pas une conception plaisant aux créanciers étrangers qui possèdent pour des milliards de valeurs russes? Notre crédit, sans lequel aucune vie économique moderne ne peut continuer, est suspendu à un fil; il est habilement alimenté par nos amis de l'extérieur. Rien que le retrait de ce soutien précipiterait le tout dans l'abîme. Les sots, fanatiques des doctrines croient-ils que cette voie les conduira au triomphe des idées socialistes? Le contraire ne se produira-t-il pas plutôt?...

Milioukof parlait dernièrement du diabolique succès des allemands qui ont eu la compréhension d'obtenir avec la Russie une paix factice et ce au moment le plus critique de la guerre. Ce qui se produit maintenant sur le terrain économique est le deuxième succès diabolique des Allemands en ce sens que la destruction de l'industrie russe équivaldrait pour eux, lors de leur prochaine lutte pour la prépondérance économique, à un triomphe magnifique. Mais où est le sain instinct d'état russe? où sont les dirigeants qui feront cesser ce jeu inadmissible qui nous conduit à la ruine? qui se rend compte du devoir et de la responsabilité vis-à-vis de la patrie? Quelqu'un peut-il actuellement répondre affirmativement à ces questions?

POLOGNE

Dziennik Petrogradzki de Petrograd, 30.V.17, publie le discours (que nous traduisons) prononcé par M. Albert Thomas, au banquet que M. A. Lednicki, président de la Commission de liquidation des affaires polonaises a offert en son honneur:

Je me sens très heureux d'avoir pu accepter votre très

cordiale invitation de me trouver parmi les représentants de la noble nation à laquelle le peuple français a été lié constamment pendant un siècle et demi.

Vous avez justement fait appel à nos plus précieuses traditions. Vous avez rappelé que c'est la France qui la première a proclamé le droit des peuples de disposer de leur sort. Et c'est pourquoi vous vous êtes toujours pleins d'espoir adressés à elle; c'est à elle que vous avez adressé vos appels, vous appuyant non seulement sur les anciennes al-

liances monarchiques, mais surtout sur la proclamation du droit des peuples.

Certes, nous n'avons pas pu répondre toujours aussi spontanément, aussi suffisamment que nous l'aurions voulu, à l'appel que vous nous avez lancé de l'autre bout de l'Europe. Lorsque la France était entourée d'ennemis et de défiance, nos diplomates ont été obligés de concilier les sentiments généraux, que notre peuple ressentait pour vous, avec les intérêts immédiats du pays, dont le fardeau pesait sur leurs épaules.

Qui donc oserait dire, que même au XX^{me} siècle, leurs successeurs ne se sont pas trouvés en face de questions aussi complexes. Et pourtant vous n'avez pas douté de la France, vous lui avez donné votre confiance jusqu'au jour où la proclamation de la liberté russe a permis à tous d'exprimer à haute voix et sans réserves toutes leurs pensées.

La pensée française — vous n'en avez jamais douté, veut l'unité et l'indépendance de la Pologne, veut que la Pologne déchirée et partagée soit ressuscitée dans son unité et dans son indépendance. Tels sont les sentiments du gouvernement, tels sont les sentiments du peuple français tout entier.

L'heure est venue justement au moment du grand souffle libératoire qui soulève tous les peuples, où il faut manifester par les paroles et les actes les sentiments fraternels unissant la France et la Pologne. Vive l'union, vive l'indépen-

dance de la Pologne! Vive l'amitié de la France et de la Pologne!

Dziennik Petrogradzki, 8.VI.17, nous trouvons une déclaration de membres du Comité démocratique polonais en Russie sur la question de l'armée polonaise en Russie, très discutée ces derniers temps dans les milieux politiques polonais :

Depuis un certain temps des bruits faux et tendancieux sont répandus par certains groupes qui citent nos noms, sur l'attitude du Conseil d'Etat provisoire dans la question de la formation de l'armée polonaise, ou éventuellement de détachements militaires polonais. Nous sommes donc obligés de déclarer publiquement, que les membres autorisés du Conseil d'Etat nous ont déclaré catégoriquement et de façon écartant tout équivoque, que le « Conseil d'Etat est opposé à la formation d'une armée polonaise, de même que d'autres nouvelles formations militaires polonaises en Russie ».

Petrograd, le 6 mai 1917.

Général A. Babianski, Franciszek Skapski, Bronislaw Siwik, Hipolit Gliwic, Jozef Zabicki, Stefan Filipkowski.

AUTRICHE

Reichspost, 24.VI.17. — Un cabinet de transition :

Un vaste champ d'action attend l'homme de métier lucide, à forte poigne, conscient de notre époque, qui connaisse et reconnaisse les lois fondamentales de la vie économique, qui sache tenir compte des conseils des praticiens et qui ne se laisse pas induire en erreur par les élucubrations de charlatans universels. Si la population s'aperçoit qu'on veut lui simplifier la vie et qu'on possède aussi, dans la mesure du possible, la faculté de le faire, la confiance reviendra également.

Montrons dorénavant à l'étranger une Autriche différente de celle que les incidents politiques de ces dernières semaines lui ont fait voir sous un mauvais jour.

Neues Wiener Journal, 24.VI.17 :

Il faut que la Chambre des députés se souviennent enfin de sa tâche et qu'elle sorte, avant de l'entreprendre, de l'anarchie qui l'étreint toujours. Le comte Clam-Martinitz a surtout échoué dans sa mission parce qu'il n'était pas un chef. Celui-ci doit être trouvé et s'il ne s'assied pas lui-même à la place d'honneur du banc ministériel, la Chambre des députés doit le tirer de son sein! Elle ne doit pas attendre qu'à nouveau un quelconque aristocratique dilettante s'efforce de sauver l'Autriche; c'est la Chambre du peuple qui doit elle-même y pourvoir.

Neues Wiener Journal, 26.VI.17. — La domination de l'Entente en Grèce. — Venizelos rédivivus :

... M. Venizelos à lui seul sera-t-il assez fort pour empêcher les empiétements de l'Italie sur des territoires intéressant la Grèce? Lui-même doit-il en douter. D'ailleurs l'effacement du roi Constantin devant l'alliance toute puissante paraît ne pas être une chose tout à fait définitive. Le roi Alexandre n'est pas encore entré dans le palais paternel, et les journaux français et anglais signalent maintenant des tournures qui les étonnent, dans le discours par lequel le nouveau monarque a annoncé son avènement au pouvoir. Ils soupçonnent que le roi Alexandre ne se considère que com-

me le remplaçant de son père et qu'il ne consentira pas à entrer dans les plans de l'Entente avec l'abnégation qu'exigent de lui ses auxiliaires non volontaires.

Neue Freie Presse, 28.VI.17. — La question de la paix à la Chambre des députés :

Par l'intermédiaire du président du Conseil, le comte Czernin a répondu aujourd'hui à trois demandes sur la paix. Cette déclaration fut suivie d'un vif débat parce qu'un passage a été accentué d'une manière faisant supposer que le ministre des affaires étrangères songerait à exclure le parlement de toute influence sur les pourparlers de paix ou de la politique qui doit conduire à la paix. L'a-t-il réellement fait et peut-il y avoir un ministre des affaires étrangères qui avec ses énormes responsabilités ait le courage d'engager une lutte avec la représentation populaire? Voudrait-il de propos délibéré assumer une nouvelle difficulté tandis que les préparatifs préliminaires aux délégations sont peut-être déjà en cours?

La *Neue Freie Presse* ne croit pas que ce soit là le sens à attribuer aux déclarations du Comte Czernin qui doit peser ses mots bien plus pour les ennemis et le monde neutre que pour les représentants du pays. Il n'a pas voulu froisser la Chambre en déclarant que « ce serait une faute du gouvernement de mettre à la base d'une paix durable la reconnaissance du droit des nations de disposer d'elles-même ».

L'Entente travaille actuellement partout sur la politique intérieure. Non pas seulement chez les puissances centrales, mais chez les alliés et chez les neutres. L'ambassadeur anglais à Petrograd était le chef du bloc à la Douma, l'ambassadeur anglais à Rome était à la tête du parti de la guerre. Dans les crises intérieures en Suède et en Suisse apparaissent nettement les traces d'actions étrangères. Dans des domaines importants il manque encore en Autriche d'organisations libérales, il faudra les créer pour qu'après la paix la force populaire puisse réédifier ce que la guerre

à détruit. Mais la liberté que l'ennemi met comme condition de paix serait un asservissement.

Reichspost, 28.VI.17:

La Chambre des députés autrichienne a de nouveau entendu aujourd'hui par l'intermédiaire du président du Conseil des déclarations du comte Czernin répétant que la monarchie est toujours disposée à une paix honorable; ces déclarations sont certainement moins faites pour l'ennemi auquel elles n'ont plus rien à apprendre que pour les représentants du peuple eux-mêmes, en réponse à leurs questions exprimant le désir de voir se terminer le plus rapidement possible la guerre des peuples et ses épouvantables sacrifices. Il ne s'est certainement trouvé personne parmi la Chambre qui ne partage pas ces désirs, quel que soit le nombre de ceux qui pensent qu'appeler à grands cris la paix n'est pas le vrai moyen de la faire aboutir pratiquement. Sitôt que nos ennemis cesseront de nous attaquer, de menacer nos frontières, nos droits, notre indépendance et notre libre développement, la paix sera là, d'elle-même, au-

tomatiquement, car notre guerre est, et a toujours été une guerre défensive.

Neues Wiener Journal, 28.VI.17, déclare qu'il s'abstiendra de donner son opinion sur les déclarations sensationnelles faites par M. de Steidler vu la sévérité de la censure parlementaire.

Neues Wiener Journal, 29.VI.17. — Une conférence sur la paix intérieure.

Le député Dr Siegharts a prononcé au parlement un discours qui fait appel à la concorde et au bon vouloir des partis.

Le discours du Dr Siegharts, un important document politique, ne manquera pas d'atteindre son but. On ne peut que regretter que de semblables paroles, empreintes de l'expérience d'un homme d'Etat, d'un homme avisé qui connaît le monde et l'humanité, n'aient pas été adressées aux peuples du banc des ministres pendant ces quatre semaines de débats parlementaires agités.

BELGIQUE

La Métropole, 22.VI.17. — Pour la ruine de l'Allemagne. — Un indice pour notre gouvernement et ses Egéries:

Victorieuses, la France et la Grande-Bretagne ne toléreront plus une Belgique soumise à l'influence allemande.

Il est cependant de l'intérêt de la Belgique que nous réclamions aux Alliés et principalement à l'Angleterre et à la France, des compensations.

La nation belge — qu'il ne faut pas confondre avec quelques personnes très puissantes et très influentes s'agitant dans l'orbite gouvernementale — ne désire rien tant que de n'avoir plus rien de commun avec l'Allemagne ni avec les Allemands. Ce n'est pas quand un peuple sacrifie depuis trois ans tous ses intérêts à la volonté de résister à l'annexion qu'un gouvernement quelconque peut songer à rétablir au profit de l'Allemagne et de quelques rares intéressés la situation d'avant-guerre. Mais il faut vivre et si la Belgique ne demande pas mieux que d'être libérée de l'emprise allemande d'avant-guerre, on ne peut lui demander sans compensation le sacrifice d'une partie considérable de ses profits.

... Pour nous résumer en une formule concise, nous dirons que si les immenses marchés de l'Empire britannique et de la France fermés à l'Allemagne nous sont ouverts, les activités de la Belgique ne connaîtront pas de limites.

Les Nouvelles, 25.VI.17. — Les traîtres ont des garanties:

Les traîtres flamingants ont reçu des « garanties sérieuses » des Allemands. Ceux-ci leur ont fait évidemment les plus belles promesses. Seulement les Flamingants eux-mêmes, depuis le fameux chiffon de papier, n'ont plus confiance dans la parole allemande. Alors ils ont demandé mieux. Et les Allemands ont « marché »! Ils ont déposé dans une banque suisse une somme de trois millions de francs pour garantir à tous les professeurs de l'Université de Gand, une rente annuelle et à vie des deux tiers de leurs traitements pour le cas où, après la guerre, ils seraient chassés de Belgique. Je puis certifier l'exactitude de ce renseignement que j'ai contrôlé à diverses sources sûres, où il m'a été confirmé. Je puis même ajouter ceci: les trois millions ont été pris par les Allemands au budget belge des sciences et des arts. De sorte que c'est nous, Belges, qui paieront jusqu'à leur mort le prix de la trahison de ceux qui nous ont vendus à l'ennemi!

Indépendance belge, 25.VI.17. — Signe des temps:

Le gouvernement allemand vient, en pleine guerre, d'autoriser une société hollandaise à acquérir et à exploiter quatre importantes concessions de houille situées en territoire allemand, au voisinage immédiat de la frontière hollandaise.

Evidemment les Allemands ont conservé une influence importante dans cette affaire. Mais il n'en est pas moins caractéristique de voir un gouvernement si jaloux de son autonomie et si peu favorable à l'introduction d'éléments étrangers dans les affaires allemandes permettre à un groupement si nettement hollandais de se rendre maître d'une partie des richesses minières auxquelles l'Allemagne doit sa puissance.

Doit-on y voir une préparation d'une union étroite entre les intérêts allemands et hollandais, ou simplement le désir de relever le change du mark par l'appui de la finance hollandaise? Nous laissons à nos lecteurs le soin de résoudre la question.

Le XXme Siècle, 26.VI.17. — Pour que cela ne recommence pas... — La Fédération des Ligues antigermaniques des pays alliés (Dumont-Wilden):

Tandis que de funestes gens d'esprit et de non moins funestes philosophes répètent, dans de démoralisantes petites gazettes ou dans des salons où règne le snobisme du déconcombrement, que la préparation de la guerre commerciale pour le lendemain de la guerre est une folie et un danger, le bon sens populaire, le bon sens de ceux qui ont souffert positivement de l'envahisseur allemand, continue de réagir vigoureusement, et ces petits commerçants, ces petits industriels français, anglais et belges qui, dans les dernières années qui précèdent la catastrophe, ont été les témoins impuissants d'une emprise économique dont le monde entier était victime, se montrent plus résolus que jamais à se défendre contre un retour offensif du commis voyageur boche.

... S'il est un pays qui a souffert de l'envahissement allemand, c'est bien le nôtre. L'invasion militaire avait été préparée depuis longtemps par l'invasion commerciale. Nulle part, la haine de l'Allemagne n'est plus profonde que chez nous. Et nous n'aurons certes pas de propagande à faire après la guerre, pour provoquer le boycottage des produits allemands!

Mais la Belgique ne peut vivre que de son commerce et de son industrie, et si elle est plus disposée qu'aucun pays du monde à poursuivre la guerre économique contre l'ennemi commun, il faut qu'on l'y assiste. Les alliés d'aujourd'hui qui seront, nous y comptons tous, ses alliés de demain, doivent lui faciliter une tâche qui sera incontestablement très dure. Nous aurons toute une industrie à refaire, toute une clientèle à retrouver. Quels que soient notre labeur, notre énergie, nous ne pourrions y parvenir tout seuls. Il est urgent d'en avertir l'opinion dans les pays alliés. Les dirigeants de la fédération antigermanique, qui ont très bien compris dès l'abord, notre situation spéciale, et le droit particulier que nous avons à l'assistance de tous ceux qui veulent échapper à la domination économique de l'Allemagne sont prêts à nous y aider: il faut travailler avec eux.

Les *Nouvelles* du 29.VI.17, reproduisent sous le titre: « La Presse vénéneuse » (D. D. de la Vallée), une chronique de Ray Nyst, parue dans la « Belgique », éditée à Bruxelles, faisant impérieusement appel à la conférence de Stockholm en faveur de la paix, ainsi qu'un autre article de Pierre Grimberghs, intitulé « Bas les armes »; D. D. de la Vallée conclut:

On est arrivé à lire ces élucubrations avec un véritable plaisir, avec aussi, nous dit notre correspondant, « les reniflements sensuels de la bête fauve épiait sa proie ». On collectionne en effet ces articles pour les frotter un jour sous le nez de ceux qui les écrivirent, les publièrent ou les colportèrent, « et qui tous sont parfaitement connus et ont leurs comptes en règle ». Ce jour-là, il fera bon en Belgique: « ceux qui chantent aujourd'hui y connaîtront une belle danse! »

La Patrie belge, 1.VII.17. — L'emprise allemande (Edmond Engel):

Boycotter commercialement les Empires centraux implique, en plus de la perte de ces marchés, la rupture de com-

munications avec tous nos débouchés orientaux. Nous ne pouvons, en effet, pas perdre de vue qu'il nous est impossible d'arriver en Russie, dans les Balkans ou en Orient sans traverser les territoires germaniques qu'aucun traité ne pourra jamais empêcher l'Autro-Allemagne d'édicter sur son territoire des mesures de représailles répondant à notre attitude et qu'il n'est pas douteux qu'elle ne profite de la situation particulièrement favorable que lui crée sa position géographique pour ruiner sans remède possible notre expansion économique en Europe. L'arrêt de nos exportations vers les pays susvisés nous infligerait en effet un déficit de 1,090 millions de francs. Comment pourrions-nous compenser ces pertes? « Nous ne les subirons pas, diront les irréductibles, car nous atteindrons nos clients par mer... » Autant dire que nous retournerons au temps des diligences; cela ne nous mènerait pas loin et ne mérite même pas trois lignes de démonstration.

Un grand nombre de maisons scandinaves, espagnoles et suisses sont passées en mains allemandes depuis la guerre, afin de « neutraliser » les produits allemands.

L'étranglement économique de l'Allemagne est irréalisable.

Le Peuple belge 1.VII.17. — 40,000 lecteurs:

C'est au front une chose acquise, définitivement convenue que tout le contenu des journaux n'est que bourrage de crâne. Je dis des journaux, car, hélas! le gars ignore trop l'existence du « Peuple belge », du « Journal du Peuple », des « Hommes du Jour » et de la récente « Tranchée républicaine ». La conspiration du silence est trop bien établie autour des quelques rares hommes qui osent penser librement. Toutefois, je préfère savoir que 100,000 soldats sont de mon avis sans me lire (je n'exagère pas, soyez-en sûr) que d'avoir 40,000 lecteurs qui me considèrent comme un fumiste.

La vraie mentalité du gas est dans ce scepticisme bonhomme. Il a compris la grande simplicité des choses, il méprise ceux qui, malgré tout, veulent les compliquer.

SUISSE

La Suisse (de Rabours, député):

La suisse est comme un promontoire qui s'avance au milieu du feu de la guerre, un promontoire dont certains étrangers ont voulu s'emparer, un promontoire élevé, du haut duquel on peut apercevoir l'Europe tout entière. Et c'est là la cause de bien des intrigues qui se sont nouées chez nous et dont beaucoup ne seront connues que plus tard. Cela même donne aux citoyens des responsabilités particulières, car n'a-t-on pas tenté de prêcher dans ce pays des doctrines hypocrites, ennemies de tout droit, sous le prétexte fallacieux qu'elles étaient des doctrines de paix?

On a trompé les uns; on a fait de quelques autres des spectateurs compromis, et, surprenant paradoxe, on était parvenu peu à peu à grouper des disciples, casqués ou enrobés, qui s'en allaient de par le monde répandre des idées et des principes qui, s'ils eussent triomphé, auraient anéanti l'idéal démocratique de notre pays.

Le tocsin a sonné. La nation s'est réveillée, et il n'était que temps!

Le Journal de Genève:

Une idée était très répandue en Italie, dès le début de la guerre, c'est celle de la germanophilie de la Suisse allemande et des pouvoirs fédéraux. Il y a eu un moment où une fraction considérable du public italien était convaincue que s'il plaisait à l'Allemagne de tenter le passage à tra-

vers notre territoire, elle ne rencontrerait, de la part de la Suisse, qu'un simulacre de résistance. Les déclarations répétées du gouvernement fédéral et aussi les efforts des nombreux Suisses qui vivent ici avaient réussi à rassurer l'opinion publique à cet égard. Mais on trouvait encore des Italiens qui continuaient à considérer la Suisse comme un pays inféodé à l'Allemagne. Il importe de bien constater cet état de l'opinion italienne si l'on veut comprendre toute la gravité de l'affaire Grimm-Hoffmann.

Mais à quelque chose malheur est bon. On a été très frappé de la réaction énergique et immédiate qui s'est manifestée dans le peuple suisse dès la première révélation de l'incident; l'élection de M. Ador, suivant de si près la démission de M. Hoffmann, accentuera à l'étranger cette bonne impression: elle constitue, dans tous les cas, un éloquent témoignage des dispositions de l'esprit public et on en a compris toute la portée. Tous sont convaincus ici qu'avec la nomination de M. Ador c'est une nouvelle période qui va s'ouvrir dans les rapports de la Suisse avec l'étranger.

Le Courrier de Genève:

Il y a des hommes qui s'imposent à de certaines heures troublées; on ne les discute pas, on les accepte, ou plutôt on les acclame. M. Ador est l'un de ces hommes plus rares qu'on ne le pense. Son arrivée au Conseil fédéral répond à une véritable nécessité.

Des nuages s'étaient amoncelés ces temps-ci autour de notre politique extérieure; et c'étaient de ces nuages qui pouvaient crever brusquement et déverser par mal d'eau! Grâce à Dieu, la menace de l'orage paraît écartée, et même un coin d'azur se laisse entrevoir à l'horizon.

Le Genevois (Tony Roche):

Ce qui fait la faiblesse de la Norvège, ce qui fait la faiblesse de l'Espagne, ce qui, demain, peut faire la nôtre, c'est l'absence de toute déclaration formelle des neutres — dont on réserve la protocolaire rédaction sans doute —, mais dont l'esprit très clair devrait se résumer dans cette proclamation: « Qui touche à l'un touche à l'autre »...

... Bref, toutes les neutralités sont terriblement branlantes, que les peuples qui en bénéficient veuillent ou non en sortir.

Pourquoi? Parce que, en des conjonctures où les contingents sont à feu et à sang, il ne suffit pas de dire qu'on désire demeurer tranquille; il faut pouvoir assurer sa tranquillité; et aucun des neutres, à soi seul, n'est capable d'en imposer à l'Allemagne — car c'est d'elle qu'il s'agit — s'il plaît à celle-ci de se trouver demain l'excuse d'une nouvelle « nécessité ». Tandis qu'il est évident qu'une Ligue des neutres donnerait à réfléchir aux gens qui ont proclamé que qui n'est pas avec eux est contre eux.

Comprendra-t-on la leçon de Norvège?

Le Journal de Genève:

La révolution russe est un fait immense dont la portée paraît chaque jour plus grande. La formule: « Pas d'annexions, pas de contributions de guerre » est partie de Petrograd. Et elle s'impose peu à peu non seulement aux délégués de Stockholm, mais à l'opinion de tous les pays. C'est sur son interprétation qu'on ne s'entend pas.

C'est toujours en Allemagne que ce programme rencontre le plus d'opposition. Suivant la presse conservatrice, une paix sans annexions ni indemnités constituerait une catastrophe pour l'Allemagne: ce serait le naufrage du prestige allemand dans le monde. La « Gazette de la Croix » estime que même une paix qui rendrait à l'Allemagne ses colonies par échange serait le triomphe de l'Angleterre. Une telle issue de la guerre serait la faillite du principe monarchique.

Ce journal qui est l'organe des hautes sphères militaires écrit que les nouveaux armements de l'Angleterre et des États-Unis ont tellement rompu l'équilibre militaire que l'Allemagne ne doit plus jamais évacuer Ostende et Anvers.

A ces déclarations il faut opposer le programme développé par les socialistes allemands en réponse au questionnaire du comité de Stockholm. Il peut se résumer ainsi: Pas d'annexions ni de contributions de guerre. Restitution à l'Allemagne de ses colonies. Pas d'indemnités pour les dommages causés, l'origine de ces dommages ne pouvant pas être toujours établie. La Belgique restaurée et également indépendante de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Les autres peuples qui auront perdu leur indépendance par suite de la guerre, auront le droit de décider eux-mêmes de leur sort. L'Alsace-Lorraine dont la population est pour les neuf-dixièmes de nationalité allemande doit rester à l'Allemagne. Aucune discussion ne sera admise sur les responsabilités de la guerre.

Tel est le programme socialiste allemand.

Pas d'indemnités, cela signifie que les dommages causés à la Belgique ne seront pas réparés; on les met au compte des amis comme des ennemis. La Belgique était cependant un pays étranger à la guerre. Il n'a rien fait pour attirer ce malheur. Les Allemands y ont porté la violence, le deuil, l'oppression tyrannique, le pillage, l'esclavage, la ruine. On passera l'éponge sur ces faits et tout sera dit. Les socialistes allemands ne voient-ils pas que sur ce point de leur programme aucun accord ne peut se faire?

De même les dévastations systématique dans le nord de la France ne résultent pas de la bataille: ce n'est pas le canon anglo-français qui a scié les arbres fruitiers et causé d'autres ravages scientifiquement accomplis. Aucun Français ne l'admettra. Et quant à la question d'Alsace-Lorraine, vouloir la résoudre par l'argument de la race et de la langue, c'est condamner l'Allemagne à abandonner également la Posnanie polonaise et le Sleswig danois, c'est faire prévaloir le droit de la force sur la volonté populaire.

Les socialistes français de leur côté se rangent à la formule russe: ni annexions, ni contributions de guerre; mais ils réclament la réparation matérielle des dévastations par ceux qui les ont commises. Sur la question d'Alsace-Lorraine le comité du parti est divisé; la moitié de ses membres admettrait la consultation populaire. (L'opinion française dans son immense majorité ne veut pas entendre parler d'un plébiscite au sujet d'une annexion qui s'est accomplie sans plébiscite et contre laquelle les Alsaciens-Lorrains n'ont cessé de protester). Pour la Pologne, le Sleswig, les territoires italiens de l'Autriche, la Lithuanie et la Finlande, les populations devraient être consultées.

En attendant la parole reste au canon dont la voix domine de très haut ce long murmure paciériste...

* * *

Vaterland, 25.VI.17. — Pourquoi les traités secrets russes ne sont-ils pas publiés?

Les éléments radicaux de la révolution russe réclament sans se lasser la publication de toutes les pièces d'actes échangés avant la guerre entre les États de l'Entente. Le moyen le plus simple imaginable pour démontrer l'« innocence absolue » envers la guerre mondiale; la meilleure occasion d'apporter la preuve que l'Entente n'est entrée en guerre que pour « détruire le militarisme prussien », pour « protéger les petites nations », pour « rétablir partout le droit et la justice », pour « apaiser la conscience du monde » et, en bon dernier, comme Wilson l'annonçait, pour « démocratiser l'univers entier ».

Mais, chose remarquable, on hésite toujours à donner ce — coup décisif à la Quadruplice. Le président Poincaré promit à la Chambre française de publier « prochainement » les accords secrets avec la Russie. Mais depuis il n'a plus dit publiquement un seul mot là-dessus. Par contre, on dit que, dans la dernière séance secrète de la Chambre, Ribot aurait donné quelques indications sur un accord secret intervenu en février entre les gouvernements français et russe, avec l'assentiment de l'Angleterre, avec les exigences suivantes: Alsace-Lorraine, district de la Sarre, droit de disposer de ces provinces rhénanes nécessaires à la France; le reste de la province rhénane doit former un état-tampon. Ribot n'a pas encore reconnu publiquement ces demandes. D'autre part, on répète sans cesse que les documents secrets russes auraient « disparu ». Ce serait plus suspect. Qu'on se rappelle aussi que le chef socialiste et ministre français Jaurès, initié aux traités secrets et qui ne voulait pas la guerre, fut perfidement assassiné, peu avant la déclaration de guerre, tandis qu'il s'efforçait de maintenir la paix, et qu'aujourd'hui encore, après trois ans, le procès contre l'assassin connu n'a pas encore eu lieu...

Bund, 27.VI.17. — Une manifestation pleine de dignité:

M. Ador a compris que l'heure présente exigeait de sa bouche des paroles décisives contre les influences étrangères, qu'elles vinssent de droite ou de gauche. Il les a prononcées. La gravité solennelle du moment entre l'élection et la prestation de serment n'a pas empêché une explosion d'applaudissement dans notre Assemblée fédérale qui montre tant de retenue, même aux temps de la plus forte agitation politique. Le ton juste était donné et trouva

un écho immédiat. Ce fut une manifestation nécessaire dans ces jours de manifestations tumultueuses. Elle souligne la signification de l'élection d'Ador comme conseiller fédéral, elle permet de la discerner, elle montre dans quelle direction l'Assemblée fédérale est décidée à marcher.

Berner Tagblatt, 27.VI.17. — Pourquoi Hoffmann se tait-il ?

M. Hoffmann verra bien une fois qu'il n'est pas convenable de se taire. Nous avons le droit de l'entendre, lui aussi, et il n'y a là aucun égard à prendre. Le peuple a le droit de savoir comment on vota et discuta dans cette remarquable séance du Conseil fédéral. Il veut savoir qui a conseillé à cet homme de jeter le manche après la cognée au lieu de faire crânement face à la tempête.

Et nous avons de bonnes raisons de formuler de telles exigences. Grimm explique qu'on lui aurait dit, avant son départ pour Pétrograde « qu'il faut qu'Hoffmann soit passé au fil de l'épée et que l'Entente l'obligerait à démissionner ». A côté de cette affirmation sûrement conforme à la vérité et causant une grande sensation, nous plaçons l'affirmation parue ces jours dans la « Gazette de Lausanne » : « Il faut que le nouveau ministre des affaires étrangères soit persona grata auprès de l'Entente. »

Ainsi, la même pensée s'élève à Pétrograde et à Lausanne : L'Entente veut favoriser ses visées par la chute d'Hoffmann et son remplacement.

Cela appelle notre attention. C'est pourquoi M. Hoffmann n'a plus le droit de se taire, mais il doit nous faire connaître ce qui s'est passé derrière les coulisses.

Quelles sont les personnes par lesquelles cette intention de l'Entente de faire sauter Hoffmann a été réalisée ? Qui a favorisé les intérêts de l'Entente ?

La chute d'Hoffmann nous paraît l'intrigue d'une main étrangère et l'élection d'Ador ne semble pas résulter de pensées purement suisses. L'Assemblée fédérale s'est simplement laissé rouler et elle porte la responsabilité de ce triste épisode de l'histoire suisse.

Neues Winterthurer Tagblatt, 30.VI.17. — Dans le château enchanté ! ?

Dans son grand discours politique de jeudi dernier, au Conseil national, le président de la Confédération, M. Schulthess, a dit qu'il lui semblait être dans un château enchanté...

Aujourd'hui, la sérénité du pays a fui devant de nouvelles excitations qui à l'accident et au sud ont tourné en démonstrations sauvages et qui, malgré l'apaisement par l'élection de M. Ador comme conseiller fédéral, ont fulguré avant-hier dans les discours de quatre conseillers nationaux welsches, comme des éclairs dangereux dans un ciel noir plein des plus graves méfiances ! Et des sons menaçants s'élèvent en Suisse orientale : « Maintenant, c'est assez ! » ou « Charbonnier est maître chez lui ! » Il est inquiétant ce château enchanté !

Et le remède ? Ce n'est que par un repos réfléchi et une sécurité psychique que l'on ramène les gens énervés ou souffrant de psychoses à un équilibre normal. L'eau froide paraît aussi être un excellent auxiliaire dans ces cures d'âmes. Il nous semble que ce que le président Schulthess a ajouté à son allusion au château enchanté était une douche froide. N'oublions pas que ce qui au fond porta le conseiller fédéral Hoffmann à ses démarches malheureuses en faveur de la paix, ce n'était en somme pas autre chose que la vision de la terrible situation économique de notre pays et la prévision que l'hiver prochain, nous serons affamés ou en tout cas nous végéterons, que nos fabriques seront vides à cause du manque de matières premières, que nos locomotives resteront non chauffées et nos maisons froides.

Cela ne ressemble pas du tout à un château enchanté ! Mais cela pourrait assagir les têtes chaudes. Les dissen-

sions inutiles et les prises de parti pour des intérêts étrangers devraient disparaître devant de si graves problèmes. Nous vivons dans un monde de dures réalités ; seuls, les têtes claires qui savent prudemment se maîtriser les domineront. Suisses orientaux, soyons en cela des modèles ; cela vaudra mieux que de s'irriter hautement, même s'il continue à faire des orages à l'Occident !

Bund, 30.VI.17. — Un serment solennel du Conseil fédéral :

A l'heure la plus difficile de cette session d'été le président de la Confédération a prêté le serment solennel d'employer chaque fibre de tout son être pour conduire le pays sain et sauf à travers la crise actuelle et les dangers à venir. Son appel au peuple entier de coopérer avec lui a reçu comme réponse une tempête d'applaudissements, montant au Conseil ou tombant des tribunes archicombles. S'il en jaillit le grand acte national désiré de chaque bon confédéré, alors nous ne penserons plus, à l'avenir, qu'à un seul résultat de ces journées historiques, lequel sera fondé sur la victoire des bonnes forces, sur la victoire de la confiance vraiment confédérale, comme à la diète de Stans.

Chroniques italiennes, 30.VI.17. — Incontinenyugoslaves.

Le journal étudie la brochure « The reconstruction of South. Eastern Europe » éditée par le directeur du bureau de presse serbe à Londres.

C'est une brochure de propagande en faveur des Slaves méridionaux, cherchant à influencer l'opinion de l'Entente, et proposant, « sur papier, des constructions politiques concernant les côtes de l'Adriatique tout comme si l'Italie n'existait pas, ou pis encore, comme si elle se battait contre l'Entente au côté des Empires centraux.

Si la Vénétie julienne était un pays à majorité slave, comment expliquer qu'autant dans le passé que dans le présent, toute sa civilisation, son intelligence, son art, sa science n'ont été et ne sont qu'italiennes. »

Que les Serbes demandent à l'Europe occidentale la liberté de leurs frères et de leurs cousins aussi, c'est juste. Le peuple italien est disposé à oublier ce qu'il a souffert de la part de quelques-uns de leurs cousins : une fois son unité nationale et géographique complétée, il aimera beaucoup mieux toucher par ses nouvelles frontières à un nouvel Etat slave, indépendant de l'Autriche qu'à l'Autriche même. Mais si cet Etat doit partir — comme M. Savitch le prétend — du nord-ouest de Gorizia, en englobant une partie de l'Istrie et Fiume, l'Italie aurait raison de se repentir d'avoir tendu aux Slaves une main amicale. On peut attendre beaucoup de la générosité du peuple italien : on ne peut pas admettre cependant qu'une nation se batte jusqu'à la mort pour offrir « son » territoire — car la Vénétie julienne est bien son territoire — arraché par la force, à ceux mêmes qui se battent avec le plus de conviction dans les rangs de l'ennemi.

Nous ignorons quels effets peuvent obtenir les Anglo-Saxons d'une propagande si peu conciliante. Les Anglais ressemblent beaucoup aux Italiens par l'amour de la liberté et de la justice ; ils leur ressemblent aussi par l'esprit positif avec lequel ils considèrent la politique. Adversaires du germanisme ils seront — comme nous — favorables à l'existence d'un rempart solide opposé aux descentes périodiques

de l'Allemagne vers les Balkans et vers la Méditerranée. Mais, pour ce qui concerne ce grand golfe méditerranéen qu'est l'Adriatique, si deux remparts s'offrent pour le rétablissement de l'équilibre général pour lequel ils combattent, nous croyons qu'ils n'hésiteront pas à préférer celui offrant le plus de garanties de solidité. Le rempart italien existe; il se réalise chaque jour plus étendu et plus puissant. Le rempart slave n'est qu'une promesse: pour exister, il faut que les autres commencent par le créer. L'Angleterre n'a jamais fait des folies en politique.

M. Savitch cherche à flatter la grande maîtresse des mers; il lui offre des chemins de fer à construire dans le futur Etat; il l'invite à prendre en considération de bonnes spéculations agricoles; il lui rappelle les jours où les îles

dalmates vécurent prospères sous le protectorat anglais. Oui, cela s'est passé à l'époque napoléonienne, quand l'Angleterre était alliée à l'Autriche. Mais elle ne resta sur l'Adriatique que quelques années. L'Italie — Rome ou Vénétie c'est toujours l'Italie — y répandit sa civilisation pendant des dizaines de siècles.

L'Italie ne vise aujourd'hui à rétablir ni l'empire romain, ni l'entière domination vénitienne. Sur l'Adriatique, arrachée à l'Autro-Allemagne, il y aura de la place même pour des peuples que nous souhaitons voir délivrés de l'Autriche.

Mais ce n'est pas raisonnable de demander à l'Entente la réalisation d'un rêve excessif, en cherchant par des sophismes à rompre l'unité morale entre les grandes puissances libératrices.

SUÈDE

Aitonbladet (Résumé)

publie des indications émanant d'un ingénieur suédois récemment revenu d'Amérique sur l'opinion publique américaine relativement à la guerre. La guerre, déclarée uniquement au profit des gros capitalistes, n'éveille que peu d'intérêt chez la grande masse de la population. Lors de l'inscription des miliciens âgés de 25 à 31 ans ceux-ci n'ont guère manifesté d'enthousiasme personnel. Bien des mois s'écouleront avant que de grandes masses de troupes soient prêtes à rejoindre le front. On construit largement des casernes, des usines à munitions, on instruit des troupes et achève des transports mais le tonnage manque néanmoins. On a dû abandonner rapidement le projet de construire des navires de bois car le général chargé de l'exécution a déclaré que le bois nécessaire à les construire est encore sur pied dans les forêts. Il faudra donc construire des navires de fer dont l'édification prendra un certain temps. L'élévation colossale du prix des vivres contribuera tôt ou tard, conjointement à la suppression de limites pour la fixation de l'impôt sur le revenu, à rendre encore plus impopulaire la guerre auprès des masses.

Social-Demokraten (Résumé)

publie les impressions d'un socialiste russe, ami de l'Angleterre, sur la situation en Angleterre. Il confirme que

les idées révolutionnaires russes ont fait de grands progrès chez les masses ouvrières — c'est ainsi qu'il fut proposé au congrès de Leeds de créer dans tout le pays des organisations analogues à celle du comité des députés ouvriers et soldats, qui travailleront en faveur de la révolution sociale.

Svenska Dagbladet

développe que les gouvernements de l'Entente entravent de toutes façons les tentatives pacifistes à raison de l'espoir qu'ils fondent sur l'intervention de l'Amérique. Il est explicable que les capitalistes anglais espèrent encore des bénéfices de la prolongation de la guerre; mais le fait de voir la France s'engager dans la même voie éveille de vifs regrets. Aucune victoire ne saurait en effet compenser pour ce pays qui a déjà fait des sacrifices si exorbitants, les suites d'une prolongation de la guerre; tandis qu'une paix prochaine obtenue à des conditions équitables la satisfèrait en même temps que le monde entier. L'espoir en l'intervention de l'Amérique peut être déçu. Le nombre et le matériel sont des facteurs influents, mais d'autres encore agissent sur le sort de la guerre et notamment la direction et le moral. L'Allemagne a développé en ce sens une telle supériorité qu'elle peut envisager avec confiance l'avenir pour résister au nouvel élément de force de l'Entente.

La collection de

La Revue de la Presse

donne, pour un prix modique, un ensemble de documents de premier ordre, facile à compiler, qu'il est impossible de réunir sans un travail et des frais considérables.

Internationale Rundschau

Revue Internationale

N° 7 - 1917

SOMMAIRE: Stockholm et la paix des peuples; Frédéric Adler et son acte; La paix séparée de la Russie.

Prix: 80 cent.

En vente dans les librairies et chez les éditeurs, ORELL-FUSSLI, ZÜRICH, Bärengasse, 6.

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

3 POINTS

sont à considérer lors de la remise d'une annonce devant atteindre son but:

- 1° **Rédaction de l'annonce**
- 2° **Composition efficace**
- 3° **Choix des journaux qualifiés**

Adressez-vous de confiance à
la plus ancienne agence suisse

Orell Füssli-Publicité
Genève

1 Rue du Commerce, . . . Angle Rue du Rhône

Pour simplifier votre commande, demandez nos imprimés qui vous seront remis gratuitement.

AU RUBIS

Maroquinerie fine

Bijouterie

Fantaisie

GALLÉ DE NANCY

90, RUE DU RHONE, 90

GENÈVE

„Das Neue Europa“

„La Nouvelle Europe“

est le titre d'une Revue internationale des plus modernes (Zurich, Schweizer Druck- und Verlagshaus), que chacun devrait acheter et lire.

Prix de l'abonnement:
Fr. 5.— par an seulement

En vente
dans toutes les librairies

Revue Diplomatique et Consulaire

ZÜRICH, Mühlebachstrasse, 166

Spécimen gratuit. - Abonnement par an : 10 francs.

USINE GENEVOISE
DE
DÉGROSSISSAGE D'OR
GENÈVE

CHAUX-DE-FONDS - BIENNE - LYON - MARSEILLE

Vente, Achat et Affinage de Métaux précieux

Or, Argent, Platine, Nickel, Aluminium, Cuivre, Chryso, Laiton, etc.

Dégrossissages en tous genres
pour l'Industrie horlogère, bijoutière, etc.

Poudre d'Argent fin pour Doreurs — Frappe de Médailles
Jetons, Insignes, etc.

ESSAI ET ACHAT
de Lingots,
de Monnaies d'Or et d'Argent, etc.

TRAITEMENT ET ACHAT
DE CENDRES
DÉCHETS ET RÉSIDUS INDUSTRIELS, ETC.

GRAND PRIX EXPOSITION NATIONALE SUISSE
A BERNE 1914

PRIX DE LA RIVE 1881 et 1911 — DIPLOME EXPOSITION ZURICH 1883

MÉDAILLE D'ARGENT, PARIS 1889 — MÉDAILLE D'OR, GENÈVE 1896